

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2657 - MARDI 12 JUILLET 2016

JUSTICE

La réforme judiciaire franchit
une nouvelle étape

Latelier sur la mise en commun des conclusions spéciales des sous-groupes thématiques pour l'élaboration de la nouvelle politique nationale de la réforme de la justice en RDC a clos ses travaux. Garantir l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous ; garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire ; garantir les performances du pouvoir judiciaire et une justice fondée sur les valeurs humaines dans la lutte contre l'impunité et la corruption, tels sont les grands axes autour desquels s'articule la réforme de la justice.

Cette étape en appelle d'autres dans les prochaines semaines. Il s'agit, entre autres, de la validation du texte définitif de nouveau plan national de réforme de la justice, de l'élaboration d'un plan d'action prioritaire à trois ans et de la définition d'un cadre des dépenses à moyen terme pour le secteur de la justice. [Page 13](#)



Le groupe de soutien à la facilitation et les membres de l'opposition à Bruxelles

Au terme de leur rencontre le 10 juillet à Bruxelles avec la délégation du groupe de soutien à la facilitation au Dialogue en RDC, les représentants de l'opposition ont exprimé leur soutien à ce forum sous la facilitation de l'Union africaine tout en insistant sur la mise en place des mesures

d'équité, de sécurité et d'apaisement, telles que la libération de prisonniers politiques. Pour eux, ce forum devrait s'organiser selon l'esprit et la lettre de la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies et le respect de la Constitution.

La délégation du groupe de soutien à la facilitation a promis d'œuvrer dans ce sens, quitte à faire fléchir la position de la majorité au pouvoir qui n'entend pas sortir du cadre tracé par l'ordonnance présidentielle convoquant ce forum.

[Page 12](#)

MEETING DU 31 JUILLET

Moïse Katumbi, un retour à haut risque

Alors qu'on le croyait parti pour un long séjour médical en Europe suite aux ennuis sanitaires qu'il avait contractés dans la foulée de sa dernière comparution au tribunal de paix de Lubumbashi dans l'affaire de recrutement présumé des mercenaires, Moïse Katumbi a surpris en se déclarant être prêt à regagner le pays. Ayant reçu l'appui d'Etienne Tshisekedi qui exhorte les autorités congolaises à faciliter son retour au pays, il a tout intérêt à se mettre sous la coupe du vieil opposant pour négocier un retour sans casse. L'ex-gouverneur condamné par défaut dans une affaire de spoliation d'immeuble compterait donc sur le « Sphinx de Limete » pour lui assurer son soutien lors de la présidentielle encore hypothétique de novembre 2016.

[Page 12](#)

DIALOGUE INCLUSIF

Le groupe de
soutien à la
facilitation tente
de faire bouger
les lignes

FCIR

Une quarantaine
des formations
politiques signent l'acte
constitutif[Page 11](#)

FOOTBALL/TRANSFERT

Meschak Elia en essai à
Bursaspor en Turquie

L'attaquant international rd-congolais, Meschak Elia, se trouve actuellement en Turquie, en essai au sein de la formation de Bursaspor, club évoluant en première division turque. Ce serait sur recommandation de Cédric Bakambu que Meschak Elia effectue un essai à Bursaspor en Turquie, club qui l'a employé après son départ de Sochaux en France avant de rejoindre Villarreal en Espagne.

[Page 13](#)

ÉDITORIAL

Pointe-Noire

Des accords qui ont été passés la semaine dernière à Beijing entre la Chine et le Congo, mais aussi des projets que conduisent sur place et depuis longtemps déjà de très grandes entreprises comme le groupe français Bolloré, il ressort que le port de Pointe-Noire sera dans le proche avenir l'un des pôles économiques les plus importants, sinon même le plus important, de tout le Golfe de Guinée. Équipé pour accueillir les navires à fort tirant d'eau, pour stocker et si nécessaire transformer sur place les produits les plus divers, acheminer ces mêmes marchandises vers Brazzaville et Kinshasa mais aussi vers nos voisins du Bassin du Congo, permettre l'exportation vers le reste du monde des matières premières et des produits agricoles dont regorge notre pays, le port autonome et la zone spéciale qui l'entoure généreront des activités dont nous ne mesurons assurément pas l'importance dans le moment présent.

Alors que se précisent les effets à moyen et long terme de l'énorme chantier qui a vu se moderniser en deux décennies les installations du port, se construire les voies de communication routières par où transiteront demain les innombrables cargaisons qui y arriveront ou en repartiront, se moderniser l'aéroport et se développer les zones industrielles qui entourent la capitale économique du Congo, il n'est pas trop tôt pour réfléchir aux conséquences de toute nature qui résulteront de ce bond en avant ; tout particulièrement à l'impact économique qu'aura l'apparition, au coeur de l'Afrique, d'un complexe portuaire aussi puissant que Rotterdam en Europe, New-York aux Etats-Unis, Shanghai en Chine, Tokyo au Japon. Il est clair, notamment, que la ville de Pointe-Noire elle-même va devoir se transformer pour permettre à sa population de tirer un juste profit des transformations en cours dans son environnement immédiat.

Les tensions qui ont accompagné dans cette partie du Congo les événements de ces derniers mois, en particulier lors de l'élection présidentielle, ont démontré qu'une partie de la population du Kouilou n'a pas encore pris la véritable mesure de la révolution qui se prépare. Il est temps, manifestement de l'inciter à le faire, si l'on veut qu'elle se mobilise à son tour pour amplifier sur le terrain le mouvement qui se dessine. Comment ? Ce n'est pas à nous, bien sûr, de le dire mais aux élus et aux représentants de l'Etat de le faire en ayant conscience que cette mobilisation sera à coup sûr l'un des instruments clés de ce changement.

Les Dépêches de Brazzaville

STATISTIQUE NATIONALE

Un nouveau comité technique voit le jour



Les participants aux travaux de l'atelier inaugural (photo Adiac)

Le Comité technique de la statistique (CTS) qui vient de naître, regroupe des cadres des ministères, des experts en statistique, des représentants des organismes partenaires, le patronat congolais, ainsi que des médias publics et privés. Le but étant d'inciter les producteurs des données statistiques à fournir des informations qui correspondent à la demande des utilisateurs.

A l'issue d'un atelier organisé le 8 juillet dernier à Brazzaville, les documents statutaires et la composition du Comité technique de la statistique (CTS) ont été adoptés. Outre cette importante étape, indique Anki Yambaré, le CTS s'est résolument engagé à renforcer le rôle de la commission supérieure de la statistique.

D'après cet ingénieur statisticien congolais Anki Yambaré, les données statistiques

sont un outil indispensable pour conduire les politiques de développement d'un pays, en l'occurrence le Congo. « Il faut avoir des données pour chaque secteur afin de pouvoir définir des politiques de développement qui vont bien évidemment aider à l'épanouissement de la population », a expliqué l'expert congolais.

En réalité, le nouveau CTS qui propose un cadre de concertation entre les utilisateurs et producteurs de données statistiques, vient également en appui aux entités comme l'Institut national de la statistique (INS), le Projet de renforcement des capacités en statistique (PSTAT) et surtout la Commission nationale de la statistique.

En vue de renforcer le système statistique national

dans la production des données statistiques de qualité et l'accroissement de la demande en informations statistiques, le projet PSTAT a recruté un consultant international pour rendre plus efficace le Comité technique nouvellement créé.

Les deux sous-comités qui composent le CTS devront plancher sur des données sociales et démographiques (notamment sur la santé, l'éducation, la pauvreté, le genre, ...) et des données statistiques sur l'économie. Dans sa communication le 8 juillet dernier, le consultant international, Michel Grun-Rehmann a insisté sur le rôle primordial d'un statisticien qui est celui de fournir des données statistiques aux utilisateurs, dans un délai raisonnable.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MAIRIE DE TALANGAI

Les agents invités à accomplir un travail de qualité

L'administrateur-maire du 6^e arrondissement de Brazzaville, Privat Frédéric Ndeké, a exhorté récemment ses collaborateurs installés depuis le 20 juin dans un nouvel immeuble à être exemplaires dans l'exécution de leurs tâches

Après plus d'une décennie de travail dans des conditions précaires, les agents municipaux et ceux des services déconcentrés de Talangaï sont désormais logés dans le nouveau siège d'arrondissement construit à côté de l'ex-paroisse Saint Louis des Français, dévastée par les explosions meurtrières de Mpila en 2012. La réception provisoire de l'ouvrage s'est effectuée le 18 juin. Mais, en attendant l'inauguration officielle de ce bâtiment moderne R+2, comprenant une trentaine de bureaux, une salle de mariage et une autre de réunion prévue sous peu, Privat Frédéric Ndeké a tenu à fixer ses collaborateurs.

« Lorsque l'Etat dépense autant d'argent du contribuable congolais, le meilleur siège d'arrondissement que nous possédons jusque-là, la

contrepartie est qu'il attend de nous des résultats, le résultat du travail que chacun doit produire », a précisé l'administrateur-maire de Talangaï, rappelant qu'il venait de réaliser, à travers le gouvernement, sa toute première promesse faite lors de son arrivée en 2008.

Il a également insisté sur le fait qu'il faut rendre l'ascenseur au gouvernement qui a mis à leur disposition ce bâtiment en permettant aux usagers de trouver satisfaction et profit dans la manière de faire des agents. Selon lui, les délais dans l'obtention de certaines pièces administratives, surtout celles d'Etat civil, doivent considérablement être réduits. Car il est du devoir de la mairie qui a une obligation de résultats. « Hier, il y avait des excuses parce qu'il manquait même des chaises, la plupart

des responsables n'avaient pas de bureaux. Même si aujourd'hui il y a encore quelques chaises à compléter, les conditions sont nettement meilleures. Ici, chaque responsable a un bureau et une chaise, ce qui n'était pas le cas hier. Ce n'est pas pour faire du tourisme, c'est pour qu'en contrepartie, l'on constate qu'il ait une grande amélioration dans notre travail au quotidien. C'est l'attente du gouvernement, c'est aussi l'attente de nos populations », a rappelé Privat Frédéric Ndeké.

Maintenir le bâtiment en état de propriété

En attendant que la mairie centrale de Brazzaville puisse déployer ses services pour l'entretien de ce nouveau siège, Privat Frédéric Ndeké a annoncé la prise en charge des agents d'entretien. Ainsi, pour maintenir la structure en état de propriété, le premier citoyen de Talangaï a demandé à ses



Privat Frédéric Ndeké

collaborateurs d'abandonner des comportements déviants souvent décriés dans l'ancien siège qu'il compare à une poule. « Il nous faut acquérir de nouvelles habitudes au sein de ce bâtiment. C'est toujours bien d'avoir un bijou de ce genre, mais il est soumis à certaines conditions et contraintes que nous de-

vons observer, surtout faire que l'état de propriété actuel soit maintenu. Il faut maintenir le bâtiment en état de propriété, point n'est besoin de serrer les chaises contre les murs », a conclu l'administrateur-maire de Talangaï, précisant qu'ils devraient être l'exemple de la rupture prônée.

Parfait Wilfried Douniama

PHÉNOMÈNE D'ÉROSION

Les plantations d'eucalyptus pointées du doigt

Les eucalyptus protègent moins le sol contre les agressions climatiques ou des ruissellements d'eau. Faut-il exclure ce type d'espèce ? le docteur Brice Anicet suggère aux industriels « d'adapter les plantations des eucalyptus aux exigences du développement durable ».

« L'érosion hydrique sous les plantations », est le thème d'une conférence-débat qui a réuni le 6 juillet dernier à l'Institut français du Congo, des universitaires, hydrologues, géomorphologues et anonymes. L'objectif de cet échange, selon les initiateurs, est de susciter davantage l'intérêt du public face à un sujet qui touche l'environnement ou le développement durable.

L'érosion, selon l'unique intervenant du jour, le Dr Brice Anicet Mayima, est à la fois un facteur climatique et une conséquence du changement climatique. C'est quand la terre est arrachée lors du ruissellement qu'on parle alors d'érosion hydrique des sols. Celle-ci provoque un déplacement de sol de l'amont vers l'aval, explique l'expert. C'est l'une des principales dégradations des sols, poursuit-il. C'est pourquoi, pour enrichir les savanes et créer des activités génératrices de revenus notamment à Pointe-Noire, l'Etat congolais a autorisé la plantation des eucalyptus, qui permet de former un groupe très riche d'arbres du genre eucalyptus, de la famille des Myrtaceae et qui sont composés de plus de 600 espèces ici au Congo. « Les eucalyptus possèdent toute une gamme de mécanismes d'adaptation et ont une croissance rapide, ce qui leur permet d'être présents dans de nombreux environnements », reconnaît Brice Anicet Mayima, ajoutant que leurs feuilles et racines ont des vertus médicinales, et ils sont également indispensables pour le bois de chauffe.

S'appuyant sur des méthodes expérimentales et grâce à l'appareillage, Dr Mayima a su prouver que contrairement aux forêts naturelles qui protègent le sol contre les agressions climatiques, les eucalyptus plantés en milieu aride, par exemple, ne conviennent pas pour combattre l'érosion « car leurs racines, en concurrençant la végétation basse, elles l'éliminent ».

Face au phénomène inquiétant d'érosion à Brazzaville, l'hydrologue congolais invite les pouvoirs publics à planter des espèces mieux adaptées comme les gazons, les vétivers encore appelés bambous de Chine... En outre, « en termes de préventions dans toutes les zones en érosion, il faut agir au niveau des états de surface, réduire la largeur des pistes et coupe ferme en créant des petits bassins de rétention d'eau le long des pistes... », a-t-il insisté.

Fiacre Kombo

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Le Congo et la Namibie envisagent des échanges commerciaux



L'entretien entre l'ambassadeur Namibien et le ministre de l'ETPQE (DR)

L'ambassadeur de la Namibie au Congo, Vilio Hifindaka a indiqué, le 7 juillet, que les perspectives entre les deux pays portent sur la coopération économique en vue d'assurer les deux peuples

Le diplomate Namibien l'a fait savoir à sa sortie d'audience accordée par le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

L'entretien des deux hommes a porté sur la poursuite de la formation conjointe des professionnels de la Namibie et du Congo à l'école profession-

nelle et technique de Loudima située dans la région de la Bouenza, explique l'ambassadeur. Selon lui, cette formation des élites technique et professionnelle des deux pays avait commencé depuis l'année dernière. Aujourd'hui, il fallait encore en parler en ajoutant celle des professeurs. La formation concerne plusieurs secteurs dont l'agriculture, l'élevage, l'électricité et bien d'autres.

Les deux parties se sont assurées de la hauteur des objectifs de l'institut. En effet, l'évaluation est effectuée selon les prévisions des deux gouver-

nements. « La coopération entre les deux pays est en bonne place tant sur le plan politique que diplomatique. Elle permettra l'importation et l'exportation entre les deux pays, l'investissement des hommes d'affaires ainsi que le partage d'expertise. C'est une formation technique à l'issue de laquelle les Namibiens et les Congolais seront productifs », a-t-il dit.

Il a en outre invité les étudiants congolais à étudier en Namibie car, selon lui, des Namibiens apprennent également au Congo.

Lydie Gisèle Oko

EDUCATION CIVIQUE

Intégrer les jeunesses dans le processus de développement du pays

Le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique a organisé du 9 au 10 juillet, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), un atelier sur « les politiques nationales », en vue de contribuer à l'épanouissement des jeunes

La cérémonie a été patronnée par la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Hermella Destinée Doukaga en présence de la représentante de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso.

L'atelier regroupe les délégués venus de six départements du Congo : la Sangha, la Cuvette, la Bouenza, la Cuvette-Ouest, le Kouilou et Brazzaville. Outre ces délégués, l'on compte également, les représentants de la société civile et ceux de l'équipe pédagogique. L'objectif général est de contribuer au renforcement des capacités des parties prenantes sur les consultations participatives. La rencontre vise à informer les participants sur le processus de révision des deux politiques sur ses exigences et conditionnalités, comprendre les concepts de base de consultations participatives.

Pendant deux jours, les partici-



Photo de famille des participants à l'atelier (crédit-adiac)

pants ont échangé sur la politique actuelle de la jeunesse, la communication actuelle de l'éducation civique, la politique de l'Unesco sur les consultations participatives : principes techniques et outils, etc. Autres temps forts : des allocutions prononcées notamment par la représentante de l'Unesco Ana Elisa de Santana Afonso, la ministre et le directeur général de la jeunesse Florian Mackiozy. Pour la représentante de l'Unes-

co, le lancement officiel de cet atelier de méthodologie pour la révision des politiques nationales s'inscrit dans le cadre de la coopération établie entre le ministère et l'Unesco en vue de mettre en place la stratégie opérationnelle pour la jeunesse pour la période 2014-2021.

Le but final, poursuit-elle, est de permettre aux acteurs de créer un environnement sain permettant à cette couche juvénile d'exercer

leurs droits et responsabilités. « Cette stratégie repose sur la formulation et la révision de la politique avec la participation des jeunes, le renforcement des capacités pour la transition vers l'âge adulte ainsi que l'engagement civique, participatif démocratique et l'innovation sociale », a indiqué Ana Elisa de Santana Afonso.

Selon lui, les priorités définies par l'Unesco pour l'Afrique sont

notamment le renforcement des capacités et l'insertion des jeunes dans le monde du travail, l'autonomisation et la mobilisation de la jeunesse en consolidant la démocratie, le développement communautaire ; la participation des femmes aux technologies de l'information et de la communication, la sensibilisation des jeunes aux valeurs du patrimoine et bien d'autres.

La ministre Hermella Destinée Doukaga a indiqué : « Réfléchir à la problématique de la jeunesse est un exercice sans fin, car la jeunesse est infinie et se renouvelle sans cesse, chaque fois, avec des problématiques nouvelles. Celles-ci, exigent des responsables en charge d'avoir à tout instant une longueur d'avance sur les actions à entreprendre, une grande capacité à anticiper sur l'analyse et les approches de solutions idoines à leurs préoccupations ».

Elle a invité les différents responsables des départements ministériels et acteurs intervenant en milieu jeune à prendre en considération les préoccupations de la jeunesse en vue de leur intégration dans le processus de la marche du pays vers son développement.

Lydie Gisèle Oko



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

INTERVIEW

La coopérative «Sala Koudia Tekissa nord-sud» pour la sécurité alimentaire au Congo

Basée dans les districts de Ngabé (Pool) et Kimouanda (Bouenza), la coopérative agricole « Sala Koudia Tekissa nord-sud » produit chaque saison des tonnes de manioc, arachide, maïs, igname... Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, le 9 juillet dernier, le président de la coopérative Adolphe Nguimbi Nzomono lève le voile sur leurs initiatives, les difficultés rencontrées, ainsi que l'appui que leur apportent l'Etat congolais, la Banque mondiale...

LDB : Pourquoi nommer la coopérative « Sala Koudia Tekissa nord-sud » et quelles sont vos activités ?

ANN : Sala Koudia Tekissa signifie travaille avant de manger et après avoir mangé, tu peux vendre.

Nous voulons en d'autres termes pousser les familles et les producteurs à cultiver davantage la terre et produire.

Notre coopérative qui est implantée dans les districts de Ngabé et de Kimouanda, regroupe huit agriculteurs. Nous cultivons essentiellement du

manioc, de l'arachide, du maïs, et de la canne à sucre destinée à la fabrication d'une boisson locale « Nzouila ».

Nous avons plusieurs hectares cultivés, un hectare de manioc nous fait 45 sacs, un hectare d'arachide égale 23 sacs...

Nous disposons également de trente hectares de maïs cultivés. Une partie de la récolte est destinée à nourrir des familles et nous envoyons l'autre partie sur le marché à Brazzaville.

LDP : quel est l'intérêt de vous organiser en coopérative ?

ANN : C'est l'expression de notre volonté d'être avec les autres. Lorsqu'un agriculteur travaille en étant seul, la quantité produite ne permettra pas de subvenir à tous besoins. Or, s'il s'associe aux autres agriculteurs, il produit en grande quantité.

Pour un début, c'est un peu difficile de travailler dans une coopération. Les cultivateurs craignent souvent les frais de



cotisations ou les frais d'adhésion. Si vraiment vous êtes unis et sociables, vous pouvez aller de l'avant. Par exemple, dans notre coopérative quand nous cultivons 10 hectares de manioc, chaque membre reçoit un hectare qui équivaut à 45 sacs de manioc. Les deux hectares restants sont récoltés puis vendus pour les besoins de la coopérative.

Par ailleurs, les dépenses liées à la main-d'œuvre, aux trans-

ports et à l'évacuation des produits sont à la charge de la coopérative.

La coopérative fait aussi du social. Sa caisse assiste les membres en cas de maladie, d'accident ou de décès. Chaque année, Elle organise la colonie de vacances en faveur des enfants des agriculteurs et des élèves du village pour pouvoir les aider à préparer la rentrée scolaire. Ce moment leur permet également d'apprendre le métier de la terre.

LDB : vous venez de recevoir un don de moyens roulants offert par le Pdar, quel bénéfice cela pourrait vous procurer ?

ANN : C'est un grand soulagement pour nous. Dans la Bouenza, il y a des endroits difficiles à traverser que nous sommes obligés de franchir tous les jours. Pour évacuer les tubercules, il faut parfois faire appel à la main-d'œuvre, et cela nous prend deux ou trois jours. Le triporteur et

les kits offerts par le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdar), représentent un bijou pour nous.

LDB : Avez-vous des demandes à adresser aux autorités ou aux partenaires au développement ?

ANN : Dans l'agriculture les difficultés ne manquent pas. Aujourd'hui, l'agriculture est primordiale pour le bien-être des communautés et pour le développement du pays. C'est pour cette raison que nous appelons l'Etat congolais et les autres partenaires comme la Banque mondiale à continuer de nous aider. Pour accroître et diversifier nos productions, nous avons besoin d'autres semences, des intrants et des outils plus performants. Enfin, je souhaite que l'Etat congolais et nos partenaires comme la Banque mondiale privilégient les producteurs qui sont réellement sur le terrain, dans l'octroi de crédits.

Fiacre Kombo

VOIRIES-URBAINES

Hugues Ngouélondélé visite plusieurs chantiers dans les quartiers sud de Brazzaville

Le maire de la ville de Brazzaville a visité, le 08 juillet, le chantier de la route de la corniche et les aménagements des voies dans les arrondissements 1 Makélékélé et 2 Bacongo, pour se faire une idée de l'avancement des travaux.

Ces différents chantiers ont, entre autres objectifs, de renforcer la desserte de ces communes et l'amélioration des conditions de mobilité à Brazzaville par la création d'une nouvelle liaison inter-quartier alternative à l'avenue de l'OUA.

De l'autre côté, ils visent à mettre en valeur le paysage des berges du Fleuve Congo afin de créer un lien avec la ville de Brazzaville.

Au cours de cette ronde, le maire a visité successivement, le point de jonction du giratoire Case de Gaule avec le premier module du viaduc, les ravines : de la main bleue, de Kintengué 1 et 2, du point 2.9 ainsi que le pont sur le collecteur «Zanga dia ba Ngombé» notamment à son embouchure avec le Fleuve Congo, la partie en aménagement en amont du viaduc, situé sur ce même collecteur, l'avenue Renard, notamment la jonction avec la rue kintengué et enfin le jardin public en face de la Case de Gaule. Selon, Etienne Landry Takam Soh, Ingénieur routier et contrôleur des travaux de la Corniche de Brazzaville, les travaux sur l'ensemble de ces chantiers sont déjà avancés.

De son côté le directeur de ce même chantier, Jean Philippe Gazette, a déploré les contraintes météorologiques et les expropriations des riverains qui ont occasionné des retards techniques dans l'avancement du chantier, confirmant toutefois que le lot de ce chantier pourrait terminer en fin juillet 2016.

« Les rues Fulbert Youlou, Renard, Kouka-Batéké, Charles de Gaule ont été choisies par la communauté pour leur maillage à la Corniche. Un canal de plus d'un kilomètre qui est la jonction de Bacongo et Makélékélé est en plein aménagement. Un viaduc d'une longueur de 115 mètres et constitués d'un pont est en cours de construction. Nous sommes à 17 mois sur 35 soit 40 % de la consommation des délais et un avancement de près de 30%. Avec un réajustement du planning et des moyens mis en œuvre, on pourrait finir les travaux dans les délais », a déclaré Etienne Landry Takam Soh.

Notons que le coût de ces chantiers dont les travaux ont débuté en avril 2015, est estimé à quarante-cinq milliards de francs CFA. Ils pourront s'achever en février 2018.

Fortuné Ibara

VIE ASSOCIATIVE

Plus de 100 poches de sang collectées par les membres de la JLC

L'association « Les Jeunes Leaders du Congo » (JLC) a organisé, le 9 juillet, en collaboration avec le Centre national de transfusion sanguine (Cnts) et le Conseil national de la jeunesse (CNJ), une collecte de sang, à l'issue de laquelle plus de cent poches ont été recueillies.



Les jeunes Leaders prélevant le sang (photo adiac)

Les Jeunes Leaders du Congo est une association virtuelle créée le 7 juillet 2015, par des jeunes congolais, à partir des réseaux sociaux, notamment le WhatsApp. La JLC est un espace où des internautes réfléchissent sur des sujets d'intérêt commun touchant aussi bien leur vie personnelle, que celle de la nation, en vue de faire des propositions objectives.

Pour ce premier anniversaire célébré avec faste, les membres de la JLC, venus de Pointe-

Noire, Dolisie, Paris et Brazzaville, ont organisé une vaste opération de collecte de sang où plusieurs filles et garçons ont été mobilisés.

« Je salue l'initiative du groupe les Jeunes Leaders du Congo, prise en collaboration avec le Conseil national de la jeunesse dont je suis membre. Je consi-

seulement de renforcer les capacités de production et de stockage du Cnts, mais aussi de contribuer à sauver la vie des compatriotes qui meurent par manque de sang.

« Nous avons voulu que cette plate-forme aille au-delà du physique. Nous avons des jeunes qui sont hors du pays, et qui font partie de notre association. Le 7 juillet 2016, nous avons célébré notre anniversaire, à cette occasion, nous avons convenu de faire un don de sang, avec le soutien du Cnts, parce qu'il se pose souvent un sérieux problème de manque de sang dans nos hôpitaux », précise Franky Ibata, administrateur adjoint de la JLC.

Pour clôturer en beauté l'anniversaire, l'association a organisé une grande soirée de diner-échange, sous le thème « Jeunesse engagée pour une meilleure marche vers le développement », développé par le président du Conseil national de la jeunesse, Exaucé Ibam. Celui-ci a indiqué que pour accompagner le développement, les jeunes doivent être responsables et avoir une grande vision.

A la faveur de ce diner-échange, des diplômes d'honneur ont été décernés à plusieurs personnes ayant œuvré en faveur du soutien et l'encadrement des jeunes, parmi lesquelles Jean Daniel Ovaga, député d'Okoyo, membre de la plateforme JLC.

Firmin Oyé

dère ce geste comme un acte de solidarité, c'est pour cela que j'ai répondu à leur invitation afin de contribuer à cette solidarité », a souligné le ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni, qui a lui aussi participé à l'opération de don de sang tenue au CNJ. Ce sang, a-t-on indiqué, sera géré par le Cnts qui est chargé d'alimenter les centres hospitaliers souvent en déficit. Une manière pour ces jeunes, non

CHU

Le directeur économique et financier suspendu

Paul Obendza n'a pas été en mesure de présenter le compte administratif qui n'est autre que la compilation des dépenses faites en 2013, 2014 et 2015. Il a, par ailleurs, manifesté le refus d'obtempérer à la hiérarchie, à en croire la directrice générale, Gisèle Marie Gabrielle Ambiero Alliandzi, qui l'a sanctionné.

Paul Obendza n'est plus Directeur économique et financier (DEF) du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville. Il a pour successeur Jean François Ekandza qui se chargera de la gestion des affaires courantes. Celui-ci a pris ses fonctions sans passation de consignes du fait de l'absence du directeur suspendu à l'heure où la cérémonie devait avoir lieu, dans la matinée du 8 juillet plus précisément. Pourtant, il était présent au service plutôt, selon les dires de certains de ses collaborateurs... Un huissier de justice, exerçant dans la ville capitale, est arrivé sur les lieux pour un constat physique de la réalité. Dans les jours à venir, il déposera probablement un rapport sur la table de la directrice générale du CHU.

Le problème...

Depuis la nomination de Gisèle Marie Gabrielle Ambiero Alliandzi, le 28 janvier de l'année en cours et sa prise de fonction le 2 février, le CHU fonctionne sans budget, sans compte administratif. L'établissement de ces deux éléments incombe à la direction économique et financière. Or, jusque-là rien



La façade principale du CHU

n'est fait alors que le budget doit être voté, les comptes et le programme d'activités validés en comité de direction. « (...) J'ai recouru au Centre national de gestion pour aider la direction économique et financière à faire ce travail. Le DEF a opposé un refus exigeant la signature d'un marché avant d'établir le compte administratif des années 2013, 2014 et 2015. La continuité de l'Etat exige

que l'on puisse disposer des comptes financiers de ces années », a indiqué la directrice générale avant de souligner que ce compte administratif a déjà été établi par le plan comptable qui a d'ailleurs déterminé les différents intitulés des dépenses. Par ailleurs, au refus de présenter les documents évoqués, s'ajoute l'insubordination à obtempérer à la hiérarchie. « Le DEF ma-

nifestait un refus systématique de se présenter à moi chaque fois que le besoin administratif l'exigeait pour

nérale, le CHU est un bien public appartenant à tous les Congolais, du Nord au Sud de l'Est à l'Ouest et ne peut pas être otage des lobbies qu'elle promet de démanteler. Gisèle Ambiero qui manifeste la volonté de travailler avec tous les Congolais exerçant au CHU n'a pas manqué de les appeler à respecter la chose publique. « J'en appelle à tous les collaborateurs de travailler pour que le CHU aille de l'avant car on a besoin de réaliser des prouesses afin que la qualité des soins soit meilleure, tout comme la prise en charge des malades », a-t-elle dit. Personne, selon Gisèle Ambiero, ne doit faire de ce centre hospitalier sa chasse gardée.

En rappel, depuis le mois de mai de l'année en cours, l'unique prestataire de l'oxygène qui est Air liquide n'en fournit plus au CHU à crédit. « Aujourd'hui avec les moyens que nous donne la République, nous y faisons face », a précisé Gisèle Ambiero qui a promis faire du CHU ce que le comité de direction, au travers de son programme, voudrait qu'il soit, afin d'avancer assez rapidement dans la bonne direction. De quoi dire que la rupture au CHU n'est pas une vue de l'esprit.

Rominique Nerplat Makaya

Le CHU doit avancer...

A en croire la directrice gé-

SANTÉ PUBLIQUE

Le Dr Benjamin Atipo élu à la présidence du CCN

Le nouveau président du Comité de coordination nationale (CCN), le docteur Benjamin Atipo a été élu le 7 juillet, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire organisée dans la salle de conférence du ministère des Affaires Etrangères.

Benjamin Atipo est élu pour un mandat de deux ans renouvelable une fois. Il dirige une équipe de trois membres comprenant Jean-Jacques Samba comme vice-président. Parmi les membres, il y a Arlette Kaba Bakou. La représentante de l'OMS au Congo, Fatoumata Tidiane Binta Diallo en est la

partenaire. Après son élection, le nouveau président a, entre autres déclaré : « c'est un honneur pour moi d'être à la tête de ce comité. Je suis de la matière car j'ai contribué à quelques activités au CCN. Cette élection est une interpellation. On va gérer le mandat avec l'équipe car nous avons un grand travail au niveau mondial et national ».

Outre l'élection du bureau du CCN, l'ordre du jour de l'assemblée générale du CCN a porté sur la validation des mandats, ainsi que le bilan des activités du président sortant.

L'ancien président du CCN, Julien



Le président élu (crédit-adiac)

Makaya a rappelé les engagements pris lors de sa prise de fonction le 25 juin 2014, les actions menées et les difficultés rencontrées au cours de son mandat.

Parmi ces engagements figuraient, le remboursement par l'Etat d'une somme de 1,134 milliards de FCFA au plus tard le 31 décembre 2014, la levée des conditions substantives imposées par le Fonds mondial contre le Sida, la tuberculose et le paludisme pour les décaissements des crédits alloués aux principaux bénéficiaires.

En ce qui concerne les difficultés, le président sortant a cité le non-financement du Comité de coor-

dination nationale et le manque d'unanimité de ses membres.

Il a par ailleurs demandé à la nouvelle équipe de faire le plaidoyer auprès du ministère de tutelle pour bénéficier des financements du paludisme arrêtés en 2012.

Notons que cette assemblée générale ordinaire s'est déroulée en présence du ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, les partenaires dont la représentante de l'Organisation mondiale de la santé, Fatoumata Tidiane Binta Diallo, les délégués des administrations publiques et privées ainsi que ceux de la société civile.

Lydie Gisèle Oko



SÉCURITY GUARD CONGO



Email : groupeyanick@yahoo.fr

www.securityguardcongo.com

Tél. : 01 679 78 78 - 06 679 78 78

NOS SERVICES

-Gardiennage et intervention / Protection / Accompagnement / VIP,

HP, Stars à la demande du client / sécurité incendie

LU DANS LA PRESSE AMÉRICAINE

Le président du Nigeria secoue le groupe pétrolier de l'État (Financial Times, 4 juillet 2016)

Muhammadu Buhari, le président du Nigeria a exclu le ministre adjoint du pétrole de ses fonctions de directeur général de la compagnie pétrolière nationale et a procédé à la nomination d'un nouveau conseil d'administration. La décision de retirer à Emmanuel Ibe Kachikwu sa responsabilité de la Corporation Nigérienne Nationale du Pétrole (NNPC) est considérée par les initiés de l'industrie comme une mesure positive, attendue depuis longtemps.

M. Kachikwu avait géré le ministère du pétrole pendant plus de six mois, bien que le président Buhari soit également le ministre en titre. ce qui a été considéré par de nombreux cadres et analystes au sein du premier pays producteur de l'énergie en Afrique comme relevant d'un conflit d'intérêt. Il faut dire que M. Kachikwu supervisait la réglementation générale de l'industrie ainsi que d'autres questions politiques tout en étant un acteur commercial clé dans cette industrie par sa responsabilité au sein de la NNPC, une société d'Etat qui vend près de la moitié de la production pétrolière du pays. Toutefois, M. Kachikwu demeurera au conseil d'administration en tant que président.

Le nouveau directeur général du groupe est Maikanti Kacalla Baru, un technocrate disposant de nombreuses années d'expérience à la NNPC. Il était plus récemment responsable de la division de l'exploration et de la production de la société, mais cette fonction lui avait été retirée par M. Kachikwu et transférée au ministère du pétrole. « C'est un changement majeur dans le management de la NNPC, mais sans conséquence immédiate sur la gestion du secteur pétrolier », a déclaré Rolake Akinkugbe, le responsable de l'énergie et des ressources naturelles à la banque d'investissement FBN Capital à Lagos.

Opinion : Pourquoi le Brexit est une mauvaise nouvelle pour l'Afrique (Newsweek, 29 juin 2016)

Les retombées du référendum au Royaume Uni, avec la victoire de ceux qui voulaient la sortie du pays de l'Union européenne (UE), ont provoqué une résonance dans le monde entier. Mais qu'est-ce que cela signifie pour l'Afrique? La décision affectera fondamentalement la relation du continent africain avec la Grande-Bretagne et au-delà avec l'UE. Elle aura un impact sur le commerce, l'aide financière et la diplomatie.

Un Royaume Uni (RU) au sein de l'Union européenne favorisait une coopération avec l'Afrique plus mondialisée avec un accent mis sur les droits de l'Homme et les libertés sociales. Le Royaume Uni est un partenaire commercial important pour le continent africain. A titre d'exemple, encore ce mois-ci un accord de partenariat économique impulsé par le RU a été finalisé avec la Communauté de Développement de l'Afrique australe, permettant l'accès au libre-échange entre l'Europe et certains pays africains.

Dorénavant, tous ces arrangements devront être renégociés de manière bilatérale avec chacun des autres membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le réajustement commercial sera lent et coûteux et va engendrer beaucoup d'incertitudes. Par ailleurs, il y aura des répercussions sur l'aide financière, n'oublions pas que le Royaume Uni a été un contributeur substantiel du programme d'aide africain de l'UE, fournissant 2 milliards d'euros, dont 14,8% en provenance du Fonds européen de développement.

Encore plus important que les flux de trésorerie, il y a l'influence du Royaume Uni sur les politiques de développement en Afrique, notamment les subventions agricoles domestiques de l'UE et l'annulation de la dette pour les pays les plus pauvres.

La pénurie de seringues entrave la campagne de vaccination contre la fièvre jaune au Congo (Reuters, 5 juillet 2016.)

Une pénurie de seringues retarde la vaccination des personnes en République démocratique du Congo contre l'épidémie de fièvre jaune, et cela malgré la réception de plus d'un million de doses de vaccin, comme viennent de le faire savoir les autorités sanitaires. L'OMS prévoit le lancement d'une campagne de vaccination dans la province de Kwango près de la frontière angolaise selon le porte-parole de l'organisme onusien au Congo, Eugène Kabambi, qui a précisé que le pays disposait de seulement quatre millions de seringues alors que les besoins se montent à 10 millions.

Les responsables de la santé du Congo sont réticents à démarrer une campagne de vaccination dans la seule zone de Kinshasa, surpeuplée, pour des raisons de sécurité et de trouble à l'ordre public. « Si nous organisons une campagne de vaccination limitée à une seule zone, il y aura d'énormes déplacements de population vers cette zone en vue de se procurer le vaccin, la situation devenant vite ingérable », vient d'annoncer Kabambi. Autrement dit, les autorités congolaises cherchent à obtenir le nombre suffisant de vaccins avant d'entreprendre la campagne de vaccination.

Sonyas Ciesnik

RCA

Touadéra craint un regain de violence

Après 100 jours à la tête de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra a dressé un bilan mitigé avec en toile de fond le « danger » qui guette le pays.

Avec le désarmement des groupes armés, la reconstruction de l'armée, plus de 300.000 réfugiés au Cameroun et au Tchad, 415.000 déplacés internes, la Centrafrique fait face à des défis immenses après avoir basculé dans le chaos en 2013 avec le renversement du président François Bozizé par une rébellion à dominante musulmane, la Séléka. La France avait lancé en décembre 2013 l'opération

Sangaris, redoutant un « génocide » entre la Séléka et les milices chrétiennes anti-Balaka.

« La Centrafrique est toujours en danger. Nous devons la sauver par tous les moyens légaux. Certaines régions entières du pays sont sanctuarisées par des groupes armés », a déclaré Faustin-Archange Touadéra alors que la Centrafrique a connu un regain de violence depuis mi-juin.

Investi fin mars, le président centrafricain a pour mission de mettre fin aux violences intercommunautaires avec l'aide d'une force des Nations unies, alors que la France a annoncé

la fin de son opération militaire Sangaris. « La communauté internationale est lassée de porter le poids de nos errements politiques », a admis le président, saluant l'aide des Nations unies et de différents pays et organisations.

Cependant il a demandé la levée totale de l'embargo sur la commercialisation des diamants, qui selon lui, a privé l'Etat d'énormes ressources et encouragé le trafic illicite. Aussi a-t-il promis une vaste opération de recensement des victimes de violences et la création de la cour pénale spéciale en vue de juger les coupables.

Josiane Mambou Loukoul

ITALIE

Le Nigérian assassiné porté en terre dans l'émotion générale

Cécile Kyenge a écrit à la veuve : « L'Italie n'est pas un pays raciste ».

« Mon frère n'est pas raciste; son meilleur copain est même Maghrébin ». Classique. Il est surprenant de voir combien, devant la justice, des prévenus poursuivis pour des crimes graves, s'accrochent à des détails secondaires pour leur défense. Tout en reconnaissant avoir tué ou volé, ils nient l'avoir fait pour haine ou gangstérisme. Ces jours-ci l'Italie est agitée par une affaire sordide : dans la localité de Fermo, dans les Marches, in fier-à-bras local a insulté une femme nigériane de « singe africain ». Son mari, Emmanuel Chidi Namdi, a pris sa défense mais a été littéralement assommé par l'insulteur-raciste ; coma, mort. L'affaire déchaîne les passions.

Dans les médias et dans l'opinion, deux camps se divisent. « Oui, il est déplorable qu'on en vienne jusqu'à tuer ce pauvre garçon mais, avouons-le, il y a quand-même trop d'immigrés en Italie ! », disent certains. D'autres journaux ou opinions, tout en allant dans la même direction, s'ingénient à minimiser. Qui pour trouver des « super témoins », soutenant que le meurtrier, « un fils bien de chez nous », n'a agi que sous l'effet de la colère, à la suite d'une provocation. Qui pour dire le racisme n'entre pas en ligne de compte. « Comment mon frère peut-il être raciste lorsque ces insultes sont celles que nous entendons dans les stades ou

dans la bouche des hommes politiques ! Son meilleur ami est d'ailleurs un Maghrébin », a soutenu le frère de l'assassin.

L'affaire est devenue politique. Aux funérailles, la présidente de l'Assemblée nationale, Laura Bodrini, est venue stigmatiser un racisme rampant. Même tonalité chez la ministre des Réformes et de l'égalité des chances qui invite la veuve d'Emmanuel à ne pas plonger dans la haine. L'ex-ministre de l'Intégration, l'Italo-congolaise, Cécile Kyenge Kashetu, a écrit elle aussi à la veuve d'Emmanuel : « la haine a détruit ton projet de vie avec Emmanuel, qu'elle ne détruise pas votre rêve. Je serai avec toi aux funérailles pour te dire ceci : va au bout du voyage que tu avais entrepris avec ton Emmanuel ».

Dès les premières heures du drame, le ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano, qui ne se range pourtant pas dans le camp des colombes, avait nettement pris position appelant à lutter par tous les moyens contre le racisme « sans ni et sans mais ». Dimanche, jour des funérailles d'Emmanuel, la localité de Fermo a organisé une marche silencieuse contre le racisme. Dans l'Eglise du village, de nombreux habitants sont venus s'incliner sur le cercueil du jeune nigérian en signe de respect. L'émotion a été à son comble lorsqu'il a été su que la veuve d'Emmanuel avait autorisé les services hospitaliers à prélever les organes de son mari pour les donner à des malades italiens

en attente vitale.

Cela, mais pas seulement, a suscité une chaîne de solidarité à travers tout le pays. Le meurtre de ce Nigérian ayant fui les violences religieuses de Boko Haram au Nigéria mais tombé sous celles d'un chrétien raciste en Italie, a bouleversé beaucoup de monde. Une université a offert la gratuité des cours de spécialisation en médecine à la veuve qui est inscrite dans un établissement de formation. Une pétition en ligne, demandant aux Italiens de s'excuser pour ce meurtre, a recueilli 25.000 signatures de personnes qui demandent en plus que la nationalité italienne soit accordée à la veuve.

Dans sa lettre Cécile Kyenge a écrit, pour rassurer Chinyery, la veuve d'Emmanuel : « L'Italie n'est pas raciste ». Elle-même a eu par le passé à faire face à des insultes racistes pesantes : « orang-outan », « faux docteur ». Une parlementaire d'extrême droite avait même twitté : « qui donc peut violer Kyenge ? »... Elle sait donc de quoi elle parle. Mais parmi les gestes de solidarité, il y en a un qui dérange. L'assassin d'Emmanuel a fait dire par son avocat : « Je suis attristé par ce qui est arrivé. Je ne suis pas raciste. Je reconnais une responsabilité morale, mais pas juridique. C'est pourquoi je cède une partie de mes biens : ma maison, mon terrain et une partie de ma ferme, à la veuve d'Emmanuel ». Dommage que celui-ci ne soit plus là pour apprécier.

Lucien Mpama

SOUDAN DU SUD

L'ONU appelle à mettre fin aux combats

De nouveaux affrontements fratricides et sanglants opposent depuis vendredi à Juba, la capitale, les forces loyalistes aux rebelles proches du vice-président sud-soudanais, Riek Machar. Une situation qui a conduit l'ONU à envisager l'envoi de plus de Casques bleus dans le pays.

Les troupes loyales au président Salva Kiir combattent les ex-rebelles du vice-président Riek Machar, cantonnés dans la capitale en vertu d'un accord de paix signé en août 2015. La situation a commencé à gagner en intensité lundi par des tirs automatiques au lendemain d'un déferlement de violence qui a traumatisé la population et suscité la réprobation d'une communauté internationale impuissante. Selon l'ONU des tirs de mortiers, de lance-grenades et d'armes d'assaut lourdes sont utilisés par les deux camps à Juba. La présence d'hélicoptères de combat et de chars a également été signalée. Et rien qu'en quatre jours, les combats auraient fait près de 300 morts, selon des sources locales. Réagissant à ces violences, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé du président

Salva Kiir et de son rival, le vice-président Riek Machar, de « faire le maximum pour contrôler leurs forces respectives et mettre fin d'urgence aux combats ». Dans une déclaration, les 15 membres du Conseil de sécurité ont demandé aux pays de la région et à l'Union africaine de « discuter fermement avec les dirigeants sud-soudanais pour traiter cette crise ». Ils ont envisagé de « renforcer » la mission de l'ONU au Soudan du Sud, et demandé aux pays de la région « de se préparer à fournir des troupes supplémentaires au cas où le Conseil le déciderait ». Mais la déclaration ne précise pas quels pays seraient sollicités ni l'ampleur du renforcement envisagé. Le Conseil de sécurité a, en outre, souligné que « les attaques contre les civils ou contre le personnel et les locaux de l'ONU pourraient constituer des crimes de guerre ».

De leur côté, les Etats-Unis ont réclamé la fin immédiate des combats et annoncé le retrait de Juba de tout le personnel de leur ambassade jugé non essentiel. Jusqu'à lundi l'aéroport de Juba était fermé et les vols commer-

ciaux au départ de Nairobi vers Juba étaient annulés. Les leaders religieux locaux ont, en ce qui les concerne, appelé au sens de responsabilité du président sud-soudanais et de son vice-président. « Nous condamnons tous les actes de violence sans exception. Il est révolu le temps de porter et d'utiliser des armes. A présent, il s'agit de construire une nation pacifique », ont-ils écrit dans leur communiqué. Ces affrontements qui interviennent au moment où le Soudan du Sud s'apprête à célébrer le 5^e anniversaire de son indépendance, font déjà craindre l'extension des hostilités à grande échelle dans tout le pays, déchiré depuis décembre 2013 par une guerre civile dévastatrice, qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts et près de trois millions de déplacés. Pour discuter de la crise en cours au Soudan du Sud, une réunion des ministres des Affaires étrangères de la sous-région, notamment de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad) s'est tenue lundi à Nairobi, au Kenya.

Nestor N'Gampoula

MADAGASCAR

Michaëlle Jean participe à la 42^e session de l'APF

La secrétaire générale de la Francophonie a annoncé sa participation à la 42^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), qui a débuté le 11 juillet à Antananarivo, à Madagascar.

L'APF qui réunira 300 parlementaires, portera sur le thème annoncé par le XVI^e sommet de la Francophonie, prévu dans le pays, les 26 et 27 novembre. A savoir : « Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone ».

Dans son message qui nous est parvenu, Michaëlle Jean

a déclaré : « Il nous faut léguer à la jeunesse une économie responsable, dans le droit fil de la stratégie économique pour la Francophonie, une stratégie fondée – et il ne peut en être qu'ainsi – sur une éthique de partage, de solidarité et de responsabilité ».

À Madagascar, la secrétaire générale de la Francophonie rappellera aussi le rôle de l'APF depuis 1967, en matière de « gouvernance démocratique de l'espace francophone mais aussi de promotion et de sauvegarde des valeurs défendues par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ». A l'occasion de son séjour dans la Grande Île, Michaëlle Jean s'entretiendra avec le chef de l'Etat, Héry Rajaonarimampianina et le ministre des Affaires étrangères, Béatrice Atallah. Puis, elle inaugurera le premier incubateur à bénéficier de l'appui de l'OIF dans le cadre du programme pour l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes, avant de rencontrer la ministre de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, Lydia Toto Raharimalala ainsi que les étudiants en tourisme et hôtellerie.

Noël Ndong






LAPTOP HP NOTEBOOK

à 199.000

FCFA HT

Seulement !



- * Processeur E1-6015
- * Mémoire RAM 2GB
- * Disque dur 500GB
- * Ecran 15.6 HD



Garantie

3 ans

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56



Building a better working world

Recrutement Auditeur Informatique Junior pour notre bureau de Brazzaville

Diplômé(e)s en informatique bilingue Français Anglais, profil MASTER INFORMATIQUE/DIPLÔMES INGENIEUR pour un poste d'Auditeur Informatique Junior.

Description du poste d'auditeur Informatique Junior

Vous participez à des missions de support et/ou d'assistance aux auditeurs externes, dans l'analyse et la revue critique des systèmes d'information (secteurs : banques, assurances, télécoms...). Vous accompagnez les directions dans la sécurisation de leurs systèmes d'information et la mise en place d'un cadre de gestion des risques SI et des grandes activités de contrôle associées (politique de sécurité, schéma directeur, de chartes de sécurité etc).

Profil recherché

- ✓ BAC + 5 en informatique de Gestion ou Ingénieur Grandes Ecoles
- ✓ Etre bilingue (anglais, français) matérialisé par un séjour Etudes d'au moins six mois
- ✓ Maîtrise en outre des outils bureautiques : Access, PowerPoint, Excel, Word (Office 2013)
- ✓ Compétence en réseau informatique et base de données
- ✓ Age maximum 27 ans

Composition du dossier (envoi par e-mail exclusivement)

- ✓ 1 cv Photo + 1 lettre de motivation en français et en anglais
- ✓ 1 copie de diplôme avec référence e-mail et téléphone de l'Ecole

Tous les dossiers seront adressés par mail : ey.brazzaville@cg.ey.com

Date de clôture des dossiers le Lundi 18 juillet 2016 à 18h00



COMMUNIQUE APSACO SUR LES FAUSSES ATTESTATIONS D'ASSURANCE AUTOMOBILE

L'APSACO (Association Professionnelle des Sociétés d'Assurances du Congo) porte à la connaissance du public et des propriétaires de véhicules automobile, que conformément à la réglementation du Code des Assurances CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances) dont le Congo est membre fondateur, seules les compagnies d'assurances ci-dessous agréées au Congo sont habilitées à délivrer des attestations d'assurances automobile portant leurs logos et sigles.

- **ARC (ASSURANCES et REASSURANCES du CONGO)**
- **AGC (ASSURANCES GENERALES du CONGO)**
- **NSIA ASSURANCES**
- **ALLIANZ**
- **SAHAM**

A l'exception **des taxis et bus**, pour tous les autres véhicules l'attestation d'assurance automobile est de couleur jaune (cf. modèle joint). Tout autre document ne répondant pas aux caractéristiques du modèle, est une fausse attestation.

Aucun Courtier, ou Agent Général d'assurances n'est habilité à vous délivrer une attestation d'assurance en son nom, et vous vous exposez à des sanctions judiciaires aux conséquences très graves en cas d'accident, car vous êtes sans assurance.

CECI EST UN COMMUNIQUE DE LA DIRECTION DES ASSURANCES RELEVANT DU MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET, ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC, AINSI QUE DE L'APSACO.

<p>PARTIE A DETACHER ET INSERER LE COUPON DANS LA POCHE PARE-BRISE</p> <p>POLICE N° POLICY N° : _____</p> <p>DU _____ AU _____ FROM _____ TO _____</p> <p>VÉHICULE (Marque) VEHICULE (Make) : _____</p> <p>IMMATRICULATION OU N° DE CHÂSSIS REGISTRATION OR CHASSIS N° _____</p> <p>GENRE TYPE : _____</p> <p>CATÉGORIE D'USAGE N° 1, 2, 3, 5 à 10 USE : _____</p> <p>N° 001152823</p> <p>INSIDE THE POCKET</p> <p>CERTIFICAT D'ASSURANCES INSURANCE CERTIFICATE</p>	<p>ASSURÉ, NOM ET ADRESSE : INSURED, NAME AND ADDRESS : _____</p> <p>PROFESSION (1) OCCUPATION (1) _____</p> <p>POLICE N° POLICY N° : _____</p> <p>DU _____ AU _____ FROM _____ TO _____</p> <p>VÉHICULE (Marque) VEHICULE (Make) : _____</p> <p>IMMATRICULATION OU N° DE CHÂSSIS REGISTRATION OR CHASSIS N° _____</p> <p>GENRE TYPE : _____</p> <p>CATÉGORIE D'USAGE N° 1, 2, 3, 5 à 10 (voir au verso) USE : _____</p> <p>N° 001152823</p> <p>Remorque (2) Semi-remorque (2) Appareil Terrestre (2) Trailer Semi-trailer Land transport vehicle</p> <p>Type _____ Marque (Make) _____</p> <p>N° Immatriculation _____</p>	<p>ATTESTATION D'ASSURANCE AUTOMOBILE CERTIFICATE OF INSURANCE</p> <p>Conformément à l'article 213 du Code CIMA, elle ne constitue qu'une présomption d'assurance. Pursuant to the provisions of section 213 of the CIMA Code, this certificate constitutes only an assumption of the existence of insurance cover.</p> <p>Cachet et signature de l'Assureur Stamp and signature of insurer</p>
--	---	---



Délégation en République du Congo

Brazzaville, le 07 juillet 2016

AVIS DE RECRUTEMENT

La Croix-Rouge française, dans le cadre de ses activités en République du Congo, lance un appel à candidature, pour le recrutement, de deux Coordonnateurs communautaires.

Lieu d'affectation : Brazzaville / Pointe-Noire

Les termes de références du poste sont à retirer du vendredi 08 au vendredi 15 juillet 2016.

- Pour Brazzaville, au centre de traitement ambulatoire (CTA) situé dans l'enceinte du CHU (service accueil)
- Pour Pointe-Noire, au centre de traitement ambulatoire (CTA) situé dans l'enceinte de l'hôpital A. CISSE) ou par email : rh-congo.frc@croix-rouge.fr

Constitution du dossier :

1. Curriculum vitae ;
2. Lettre de motivation ;
3. Copies légalisées des diplômes ;

NB : les dossiers doivent être déposés sous pli fermé à Mr le Responsable des Ressources Humaines Délégation Croix-Rouge en République du Congo, aux lieux susmentionnés au plus tard Mercredi 20 juillet 2016 à 15 h 00 (Veuillez indiquer sur l'enveloppe la zone administrative choisie).

Le Chef de Délégation de la Croix-Rouge

Jérémie SIBEONI

Avis de recrutement

Grande société commerciale de la place recrute à Brazzaville 15 agents commerciaux âgés d'au moins 30 ans disponibles avec une expérience de deux ans ou plus dans la vente

Profils requis :

- BAC +
- Disponible pour la diffusion des produits
- Avoir une bonne connaissance du terrain

L'expérience dans la vente est primordiale car les candidats ayant effectués ce métier seront recrutés en priorité.

Merci d'envoyer **CV** avec photos + lettre de motivation au plus tard le 30 Juillet 2016 à l'adresse suivante :

recrutagentscongo@gmail.com, Ndiogou.ndong@groupe saga.com,

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

AVIS DE VENTE

Nous vendons deux (02) terrains
 Ville : Abidjan (Côte d'Ivoire)
 Zone : Riviera Palmeraie (quartier résidentiel)
 Superficie : 750 m² chacun
 Prix : USD 171 le M²
 Statut des terrains : Immatriculés
 Phone : +225 078 185 45
 Email : jabiko1@hotmail.com

DU NOUVEAU À POINTE-NOIRE

Pour un long et court séjour à Pointe-Noire au Congo Brazzaville, choisissez un seul cadre pour la location des chambres climatisées avec un point cuisine:

Contactez Archange au:
 00 242 066 527 529 / 06 820 00 73
 Archange est situé non loin du marché de Siafoumou et du Dr Mongo
 Soyez les bienvenus

REMERCIEMENTS



Siméon Ntsayouolo, agent des dépêches de Brazzaville, Théophile Dietouhangana, directeur départemental des collectivités locales de Brazzaville, Célestine Milandou, enseignante remercient les parents, amis et connaissances qui les ont soutenus lors du décès de leur nièce et fille Dietouhangana Koutoula Belva Divine, étudiante en 2^e année STC à l'université Marien-Ngouabi survenu. À l'occasion des 40 jours de son départ des messes sont dites les dimanches à 10h30 en la paroisse St-Louis-Marie-Grignon de Montfort de Mikalou pour le repos de son âme et pour tous ceux qui l'ont connue afin qu'ils aient une pensée profonde pour elle. Que ton âme repose en paix.

NÉCROLOGIE

François Dydy Ansi et les enfants Oko (Michel-ayal ; Jean Luc ; Anicet ; Carine et Fleury) ont la profonde douleur de faire part aux amis et connaissances du décès de leur père Michel Oko «Ambassa», agent retraité des Brasseries du Congo, survenu le vendredi 1^{er} juillet 2016 à Brazzaville des suites d'une maladie.

La date des obsèques est prévue le 13 juillet 2016 selon le programme ci-après :

- 9h00 : le vée de corps à la morgue et exposition au domicile sis n°32, rue Tokou à Mpila (Dr Blacher).
- 14h00 : départ pour le cimetière et inhumation.
- 17h00 : fin de la cérémonie.



Del Martial Mombongo, la famille, le cercle des amis et tous les sapeurs, ambianciers de l'époque, informent parents, amis et connaissances du

décès de Paul Ndey (Sex Babayila) survenu le vendredi 1^{er} juillet 2016 à Brazzaville.

Les veillées mortuaires ont lieu :
 Au domicile familial, n°49, rue Assienne Mikalou (arrêt Louami) ;
 Au, n°86, rue Lénine au bar Le BOA.

Le programme des obsèques se présente comme suit :

- Mercredi 13/07/2016.
- 9h00 : levée du corps à la morgue du CHU
- 10h00 : recueillement au bar Le Boa ;
- 12h00 : recueillement au domicile familial ;
- 15h00 : départ pour le cimetière Bouka ;
- 17h00 : fin de cérémonie.



ALLEMAGNE

Le groupe Ndima hisse haut le drapeau du Congo

Le groupe traditionnel Ndima, avec ses artistes autochtones venus de Kombola dans la Likouala au nord du Congo, a brandi le drapeau tricolore du Congo à la fin de tous les spectacles qu'il a animés du 8 au 10 juillet à l'occasion du très célèbre festival de Rudolstadt dans le centre de l'Allemagne où il a été un des rares invités venus de l'Afrique au sud du Sahara.

Dans l'ensemble le groupe Ndima (la forêt en langue Aka) a donné trois spectacles. Son manager Sorel Eta a animé également une conférence-débat avec plusieurs dizaines de personnes (de différentes nationa-

lités) désireuses de découvrir la richesse de la musique polyphonique des Akas, puis leur mode de vie.

Vendredi 8 juillet, comme tous les jours de l'été, le soleil semble traîner dans le ciel avant de se coucher (après 22 heures, heure locale) à l'horizon de la coquette cité de Rudolstadt. Dans une rue adjacente du centre d'informations du festival un podium est minutieusement dressé. Trois groupes sont programmés sur cette scène : Ndima ouvre le bal suivi par deux orchestres venus de la Suède et de la Finlande. Sorel Eta à la

percussion, Assaho Sissi et Michel Kossi aux tambours, Emilié Koulé et Hélène Maméké aux chants et à la danse ont tenu en haleine (pendant une heure) un

public enthousiasmé qui a applaudi durant tout le spectacle ou presque. Les chants en solo avec le yodel et en contre-point ont été entonnés par ces artistes de Ndima

lemagne.

A la fin de deux spectacles Sorel Eta a bénéficié de l'appui d'un homme pour interpréter ses propos en langue germanique. « La meilleure façon de pro-

mouvoir une culture est de la diffuser. C'est pour cette raison que depuis un moment, moi et mon groupe avons décidé d'organiser des tournées à travers le monde », a déclaré M. Eta.

« Nous sommes les ambassadeurs de la culture des Akas et de la culture congolaise de façon générale », a-t-il ajouté. Au terme de chaque prestation le groupe Ndima a brandi le drapeau du Congo.

A Rudolstadt Ndima a vendu plusieurs dizaines de CD de son tout dernier album intitulé Makingo ma Ndima (les voix de la forêt) qui compte seize titres. Le festival de Rudolstadt a connu la participation de 130 groupes musicaux et individualités venus de 43 pays du monde.

Cité de 23.000 habitants, ayant appartenu à l'ex-République démocratique allemande (RDA), Rudolstadt organise son festival depuis 1990. Celui-ci se déroule dans les rues de la ville où les festivaliers peuvent s'acheter divers objets dans les points de vente créés pour la circonstance.

La Rédaction



Le groupe Ndima lors de sa prestation au festival de Rudolstadt dans le centre de l'Allemagne (AFP)



PUBLICATION

Maurice Itous-Ibara dédicace son livre « Biologie magnétique : science de la vie »

Publié à l'édition Beaux-Arts, « Biologie magnétique : science de la vie », est un ouvrage technique de 113 pages pour trois chapitres et 47 tableaux, qui aborde des questions liées à l'étude des êtres vivants. Il a été dédicacé le week-end dernier à la grande bibliothèque universitaire de Brazzaville.

bases fondamentales de l'existence extra-élémentaire des cellules. Elle s'intéresse également à l'étude de l'attraction qui a lieu entre les êtres et qui intègre ce règne. L'homme attire l'homme, attire les plantes et les plantes attirent les plantes vice versa les plantes attirent l'homme. Le problème

du corps se logent-elles ? L'hypothèse de l'auteur permet de confirmer l'existence des cellules encore invisibles : cellules magnétiques autrement appelées : Magnons.

Les cellules magnétiques sont encore invisibles et donc non à la portée de la science. Elles sont d'origine solaire. Chaque seconde qui coule, le soleil bombarde des milliards et milliards de magnons sous la forme de particules les plus élémentaires « magnonos » « supra-magnonos ».

Le chapitre premier a présenté le champ magnétique d'une feuille, l'équation biomagnétique liée aux plantes, les magnons en tant que cellules invisibles et solaires, le rôle des magnons, la structure des cellules magnétiques et sexuelles des végétaux. Le deuxième qui est une étude biomagnétique de l'homme a présenté : les équations biomagnétiques liées à l'homme, la structure des cellules magnétiques animales et sexuelles, rôle des magnons sexuels, structure des magnons du système cardiovasculaire, leur forme et leur rôle ... leur forme et leur rôle, structure des magnons du système



cardio rénal, leur forme et leur rôle y compris toutes leurs divisions cellulaires. Le troisième a présenté le rapport existant entre la biologie magnétique et la physique magnétique. Il a aussi présenté la structure des magnons du cerveau, leur forme et leur rôle, le rapport entre le magnétisme et l'énergie, la physique à magnons, la forme des magnons, la forme des cellules magnétiques des oreilles, leur forme et leur rôle, la vitesse de reproduction des magnons, structure et forme des cellules magnétiques de l'appareil digestif et leur rôle. Egalement la structure et la forme des particules ... Convaincu de son efficacité,

son importance et son impact, l'écrivain souhaite que la biologie magnétique soit étudiée, enseignée dans les écoles, lycées, universités ; qu'elle soit appliquée dans les hôpitaux et industries du monde entier.

Maurice Itous-Ibara est chercheur en biologie magnétique et docteur en graphisme publicitaire et marketing management. Officier supérieur des Forces armées congolaises (FAC) et président-fondateur de l'Académie des Beaux-arts de Brazzaville (Abab), Maurice Itous-Ibara est aussi chargé des cours de marketing à l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville.

La Biologie magnétique est le plus grand projet de recherche de l'auteur. Ses travaux de recherche portent sur une piste très passionnante et encore non frayée : celle des cellules magnétiques dénommées : Magnons et qui sont porteuses de la vie dans les êtres vivants.

L'ouvrage, « Biologie magnétique : science de la vie », est disponible dans les librairies, notamment aux Dépêches de Brazzaville. Il est vendu à 20.000 FCFA.

Bruno Okokana



Maurice Itous-Ibara dédicacant son ouvrage (DR)

La Biologie magnétique est la science du règne des êtres vivants. Son objet est d'étudier la vie des êtres vivants dans le cadre du magnétisme qui les caractérise. Elle s'intéresse à la vie des êtres vivants depuis les

posé dans ce livre ou cette étude est celle des cellules magnétiques appelées « magnons ». Autrement dit, y a-t-il de nouvelles cellules, quelles sont leurs formes, leurs caractéristiques ? Dans quels organes

MEETING DU 31 JUILLET

Moïse Katumbi, un retour à haut risque

Condamné par défaut dans une affaire de spoliation de biens, l'ex-gouverneur envisage rentrer au pays. Le Parquet pourra-t-il se servir d'un mandat de prise de corps pour le déferer en prison ?, s'interrogent mains observateurs.

La fin du mois de juillet risque d'être mouvementée à Kinshasa. Tous les ingrédients sont réunis pour que cette date entre dans l'histoire. Le leader de l'UDPS, Etienne Tshisekedi annonce son retour au pays après plusieurs mois d'absence pour des raisons de santé. L'irréductible opposant (83 ans) qui paraît avoir repris ses sensations après avoir subi une thérapie de choc à Bruxelles, entend rentrer par la grande porte et de la plus belle manière. Comme en 2011, il envisage s'adresser aux Congolais via la population kinoise à travers un grand meeting où il sera question, entre autres, de faire la restitution du Conclave de Bruxelles ayant réuni dernièrement plusieurs leaders de l'opposition. Ce retour du Sphinx de Limete prend subitement une autre envergure suite à l'annonce, presque dans le même temps, du retour de Moïse Katumbi. Alors qu'on le croyait parti pour un long séjour médical en Europe suite aux ennuis sanitaires qu'il avait contractés dans la foulée de sa dernière comparution au tribunal de paix de Lubumbashi dans l'affaire de recrutement présumé des mercenaires, Moïse Katumbi a surpris en se déclarant être prêt à regagner le pays. Tous ceux qui avaient misé sur l'éloignement de cet opposant devenu un peu trop encombrant de



la scène politique devraient déchanter. Dans les milieux proches de l'ex-gouverneur, on rassure et on confirme son retour tout en minimisant tout risque d'arrestation alors qu'il est encore sous le coup d'une condamnation par défaut à trois ans de prison pour une affaire de spoliation de biens. Ayant reçu l'appui d'Etienne Tshisekedi qui exhorte les autorités congolaises à faciliter son retour au pays, Moïse Katumbi a donc tout intérêt à se mettre sous la coupe du vieil opposant pour négocier un retour sans casse. Katumbi compte sur le « Sphinx de Limete » pour le faire rentrer au pays en évitant la prison et lui assurer son soutien lors de la prochaine présidentielle. Mais entre le vœu ainsi caressé et les réalités de terrain, il y a une marge. Le Parquet va-t-il procéder à l'arrestation immédiate du président du TP Mazembe et le déferer en prison ? La question est sur toutes les lèvres d'autant plus que ce retour imminent de Moïse Katumbi au pays est présenté, par certaines langues, comme une provocation et une épreuve

de force qu'il veut engager à l'endroit des instances judiciaires nationales. Toutefois, d'après certaines sources, il est hors de question que l'ancien gouverneur du Katanga soit arrêté, le recours introduit par ses avocats via une procuration légalisée contre le jugement rendu par défaut suffirait pour faire échec à l'exécution de l'arrestation immédiate. Outre cette opposition au jugement au motif de mal jugé, il faudrait ajouter l'acte d'appel N°054 initié par son collectif d'avocats et qui se trouverait entre les mains du greffier titulaire.

Ces deux actes plaideraient, selon la source, pour la non-arrestation de Moïse Katumbi une fois à Kinshasa où il entend participer, à côté de ses pairs de l'opposition, au meeting du 31 juillet. Le tableau surréaliste de voir Etienne Tshisekedi et Moïse Katumbi, la main dans la main, prenant leur bain de foule, serait capté comme une symbolique de taille censée booster l'unité d'une opposition toujours divisée en prévision des prochaines joutes électorales.

Alain Diasso

DIALOGUE INCLUSIF

Le groupe de soutien à la facilitation tente de faire bouger les lignes

Au terme de leur rencontre le 10 juillet à Bruxelles avec la délégation du groupe de soutien à la facilitation au Dialogue en RDC, les représentants de l'opposition ont exprimé leur soutien à ce forum sous la facilitation de l'Union africaine, avec l'appui du groupe de soutien, tout en insistant sur la mise en place des mesures d'équité, de sécurité et d'apaisement, telles que la libération de prisonniers politiques.

L'opposition réunie au sein de la plate-forme « Rassemblement » issue du Conclave de Genval à Bruxelles n'a pas beaucoup évolué dans ses prises de position en rapport avec la tenue du dialogue national. C'est le moins qu'on peut dire à la lumière du communiqué ayant sanctionné la rencontre du 10 juillet dans la capitale belge entre le président de l'UDPS Etienne Tshisekedi qu'accompagnaient quelques cadres de l'opposition et les membres du groupe de soutien à la facilitation au dialogue en RDC. Pour cette nouvelle structure d'accompagnement, il s'est agi de se conformer à l'une des résolutions ayant sanctionné sa première réunion, celle d'entreprendre des consultations visant à encourager toutes les parties prenantes à participer au Dialogue. L'entretien a porté sur les conditions à créer pour le lancement du dialogue national. Si sur le prin-

cipe, Etienne Tshisekedi et ses pairs ne voient pas d'inconvénients à participer à ce forum national, c'est au niveau de la forme, ou mieux, du contenu, qu'ils se démarquent en mettant à l'avant-plan une série des préalables difficiles à tenir. Ils n'ont fait que réitérer à l'intention de leurs interlocuteurs les résolutions ayant sanctionné le Conclave de Genval. Celles-ci soutiennent l'organisation du Dialogue selon l'esprit et la lettre de la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations unies et le respect de la Constitution. Bien plus, Etienne Tshisekedi et ses amis s'en tiennent à un Dialogue à organiser sous les auspices de l'Union africaine avec l'appui du groupe de soutien, tout en insistant sur la mise en place des mesures d'équité, de sécurité et d'apaisement telles que la libération des prisonniers politiques. A ce sujet, il s'est dégage une identité de vue entre les

deux parties, la délégation du groupe de soutien à la facilitation du Dialogue ayant approuvé l'idée de voir ce forum se conformer à l'esprit et à la lettre de la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies et de s'en tenir au respect du délai constitutionnel. La délégation du groupe de soutien à la facilitation a promis d'œuvrer dans ce sens, quitte à faire fléchir la position de la majorité au pouvoir. Cette dernière continue de s'en tenir au Dialogue dans le format convoqué par le chef de l'Etat faisant ainsi fi des exigences de l'opposition. Tout un challenge donc pour le directeur général pour l'Afrique de l'Union européenne Koen Vervaeke ayant conduit la délégation du groupe de soutien à la facilitation auprès du président de l'UDPS.

Le seul hiatus dans ces échanges aura porté sur la date du démarrage effectif des travaux. La proposition du groupe de soutien à la facilitation qui a tablé sur la fin du mois de juillet a été rejetée par l'opposition qui projette d'ici le 31 juillet un grand meeting de restitution à Kinshasa sur le Conclave de Genval aujourd'hui tourné en dérision par la coalition au pouvoir.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

Près de 40 formations politiques signent l'acte constitutif des FCIR

Cette nouvelle plate-forme dirigée par Ferdinand Ntuba et John Mbaya, comme coordonnateurs, est la fusion de deux regroupements politiques existants qui ont voulu, par cette décision, imposer une nouvelle dynamique dans l'échiquier politique national se reposant sur la recherche des intérêts de la République.

à la souveraineté nationale et internationale le 30 juin 1960, estime que le Dialogue politique national inclusif est la seule voie pacifique devant conduire à l'organisation des élections apaisées en RDC ; étant entendu que celles de 2006 et de 2011 ont été mal organisées et ont débouché sur des violences qui ont semé



Signature de l'acte constitutif des FCIR, par Ferdinand Ntuba/Photo Adiac

Près de quarante partis politiques ont signé, le 9 juillet à Barumbu, l'acte constitutif des Forces centristes indépendantes de la République (FCIR), ce nouveau regroupement politique né de la fusion de deux autres plates-formes déjà existantes dans le pays.

La plate-forme, ont noté ses constituants, est née d'une carence constatée dans l'échiquier politique national selon laquelle, ceux qui sont là ne travaillent que pour leurs propres intérêts. « C'est pourquoi nous avons créé une nouvelle classe politique qui est ni à la majorité ni à l'opposition, qui vise à imposer une nouvelle dynamique, visant l'intérêt de la République », a souligné le modérateur de la cérémonie.

la désolation dans la plupart de nos familles », a souligné l'un des coordonnateurs de ce regroupement politique, Ferdinand Ntuba Osiamba, qui a fait la lecture de cette déclaration politique.

Une affaire des seuls congolais

Les FCIR, qui louent les initiatives de coopération électorale avec les différents partenaires de la RDC, pensent que les élections attendues au pays doivent être réellement et uniquement une affaire des Congolais. Ce qui leur amène à condamner l'attitude de certains leaders et forces politiques qui « tendent à imposer certains préalables avant la tenue du Dialogue



Le Directoire des FCIR/Photo Adiac

Dans sa première déclaration politique livrée à cette occasion, cette plate-forme politique s'est réjouie de la convocation du Dialogue politique national inclusif, qu'elle considère comme la seule voie qui permette aux Congolais de baliser l'avenir politique du pays.

« Les FCIR, fort des expériences douloureuses vécues par le peuple congolais depuis l'accession de notre pays

politique national inclusif ». Ce regroupement politique, qui dit soutenir Edem Kodjo comme facilitateur à ce forum compte tenu de son expérience et de sa maîtrise de gestion des conflits, a, enfin, exhorté tous ces leaders et forces politiques, qu'ils soient de la majorité au pouvoir, de l'opposition ou de la société civile, « à ramener tout leurs préalables au dialogue ».

Lucien Dianzenza

RDC

La nouvelle politique nationale de la réforme de la justice élaborée

L'atelier sur la mise en commun des conclusions spéciales des sous-groupes thématiques pour l'élaboration de la nouvelle politique nationale de la réforme de la justice en RDC a vécu. Il a été clôturé par le ministre de la Justice, Alexis Tambwe Mwamba en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne, Michel Dumont.

Cet atelier qui s'est tenu au Chapeau du Pull man Hôtel a permis aux participants parmi lesquels les délégués des ministères, de la société civile, les juristes de définir les lignes directrices qui doivent guider la nouvelle politique nationale de la réforme de la justice au Congo.

A en croire le rapporteur, Gabriel Kilala, ces lignes directrices s'articulent autour de quatre axes à savoir : garantir l'accès au droit et

à une justice de qualité pour tous, garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire ; garantir les performances du pouvoir judiciaire et garantir une justice fondée sur les valeurs humaines dans la lutte contre l'impunité et la corruption. A en croire le rapporteur, il reste la mise en place d'un cadre de pilotage et mettre en place une équipe d'experts qui aura pour tâche la rédaction du document de la politique.

L'ambassadeur de l'Union Européenne, Michel Dumont satisfait du rapport de l'atelier a toutefois fait savoir qu'il existe d'autres étapes après celle de l'élaboration de la nouvelle politique nationale. Cette étape de l'élaboration de la nouvelle politique de la réforme de la justice, reconnaît -il, appelle d'autres dans les prochaines semaines avec la validation du texte définitif de nouveau plan

national de réforme de la justice, l'élaboration d'un plan d'action prioritaire à trois ans et la définition d'un cadre des dépenses à moyen terme pour le secteur de la justice.

Michel Dumont a souligné que les partenaires de la RDC « sont prêts à poursuivre leur appui à tous les acteurs congolais pour appuyer l'amélioration de l'accès à une justice transparente, impartiale, indépendante, efficace et protectrice des droits de l'Homme particulièrement pour les femmes, les enfants et les groupes vulnérables dans le but de restaurer la confiance des citoyens dans l'appareil judiciaire et au-delà dans les institutions de la République ».

Ce nouveau plan mobilise, poursuit l'ambassadeur de l'Union européenne, toutes les forces vives du gouvernement, le pouvoir ju-

diciaire, l'ordre des avocats, les autres professions judiciaires, la société civile, les autorités coutumières et le secteur privé.

Michel Dumont reste d'avis que l'indépendance de la justice « est au cœur de la notion d'Etat de droit ; elle garantit effectivement le principe de légalité qui s'entend comme la soumission de l'exécutif et de l'administration à la loi. Le socle de l'Etat de droit, est constitué par un ensemble de droits fondamentaux à l'instar des droits de l'Homme et des libertés publiques et individuelles ». Pour lui, seule une justice impartiale et accessible à tous peut susciter la confiance des gouvernés envers les gouvernants.

De son côté, clôturant cet atelier, le ministre de la Justice n'est pas allé par le dos de la cuillère pour reconnaître que beaucoup reste

à faire pour reformer la justice congolaise.

« Le chemin est encore long pour reformer la justice congolaise. Il n'y a pas de honte de dire que notre justice n'a pas bonne presse et elle ne rassure pas. Je ne veux pas vous mentir ou encore me mentir, ce n'est pas demain que les choses vont changer parce que le mal est profond, mais ensemble, nous devons décider de changer les choses ». « Il y a eu des états généraux pour faire le constat », explique le ministre de la Justice. Cela ne suffit pas, il faut que nous mettions en pratique des recommandations issues de ces états généraux, et ce que vous venez de faire est une étape importante qui nous permettra d'atteindre ce que nous voulons faire de notre justice.

Aline Nzuzi

FOOTBALL/TRANSFERT

Meschak Elia en essai à Bursaspor en Turquie

Ce serait sur recommandation de Cédric Bakambu que Meschak Elia effectue un essai à Bursaspor en Turquie, club qui a employé Bakambu après son départ de Sochaux en France et avant de rejoindre Villareal en Espagne.

L'attaquant international rd-congolais, Meschak Elia, se trouve actuellement en Turquie, en essai au sein de la formation de Bursaspor, club évoluant en première division turque. On apprend que ce jeune joueur prometteur a été recommandé dans ce club par un autre attaquant international congolais, Cédric Bakambu actuellement à Villareal en Espagne où il a été couronné joueur révélation de la saison.

L'ancien joueur de Sochaux en France est passé par le club turc avant de poser ses valises en Espagne. Ayant laissé un souvenir inoubliable à Bursaspor, il aurait donc profité de ses bonnes relations avec ce club pour leur recommander le jeune Meschak Elia. Ce dernier s'est envolé en Tur-



quie avec l'autorisation de son club, le Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi où il a été très peu utilisé. Meschak Elia s'est révélé au grand public avec les Léopards locaux de la

RDC au cours de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations (CHAN), tournoi remporté du reste par les poulains du sélectionneur, Florent Ibenge. C'est premièrement dans un tournoi des jeunes dénommé Airtel Jeunes talents, organisé par la société de téléphonie cellulaire Airtel que Meschak Elia a réussi à attirer de l'attention sur lui, jusqu'à participer au stage du camp de Manchester United à Nairobi au Kenya.

A son retour au pays, il a signé à Jogari à Kinshasa, avant de prendre la direction de Don Bosco de Lubumbashi. Avant que la sélection locale de la RDC ne parte pour le Rwanda prendre part à la quatrième édition du CHAN, Meschak Elia avait déjà signé au TP Mazembe et pris part un stage du club au Ghana. Le CHAN 2016 l'a donc fait découvrir en Afrique. Il semble suivre son destin et accomplir son souhait de jouer en Europe. On veut croire que le test sera concluant pour lui.

Martin Engimo

KATANGA

L'IRDH publie « Liberté de la presse et droit à l'information dans la ville de Lubumbashi »

Dans cette étude, la structure affirme que la cacophonie audiovisuelle observée dans le chef-lieu de la province du Haut-Katanga devrait cesser, car elle procède de la stratégie politique de laisser des chaînes de radios et télévisions privées s'occuper de la propagande politique et endormir le sens de la responsabilité citoyenne.

Pour l'IRDH, cette situation est préjudiciable aux droits et liberté de la presse et le droit à l'information de la population actuelle et des générations à venir.

L'article de 13 pages paru dans le bulletin électronique n° 001 du 11 juillet 2016, publié par l'Institut de recherche en droits humains (IRDH), révèle que le musèlement classique de la presse à

Lubumbashi laisse sa place à l'accaparement des voies et moyens d'expression de la liberté d'opinion par des réseaux privés. Dans cette étude, l'IRDH établit une liste de 44 medias audiovisuels (23 radiotélévisions et 21 radios) dont 16 appartiennent aux Eglises, 14 aux membres du gouvernement, chefs ou membres influents des partis politiques, 6 aux Etats étrangers, 4 aux hommes d'affaires, 3 radios communautaires et une chaîne publique.

Chacun ne voit que ses intérêts. Pour cette analyse réalisée par l'IRDH, en effet, les medias dits confessionnels anesthésient le sens de la responsabilité et du contrôle citoyen, « en prétendant répondre aux préoccupations liées à la bonne gouvernance politique et économique, source de la pauvreté, par des miracles de guérison,

d'abondance et de prospérité divine ». Alors que les chaînes de radios et télévisions des chefs des partis politiques et membres du gouvernement, se livrent à la propagande politique en faveur de leurs propriétaires et évitent de diffuser les informations pouvant éclairer l'opinion sur la bonne gestion de la chose publique. Par ailleurs, l'analyse révèle aussi que le gouvernement entretient une impunité fiscale au profit des medias dont la majorité est constituée d'entreprises de politiciens. « Mais, dès que le propriétaire quitte la famille politique au pouvoir, sa chaîne se voit punie, pour tous les impôts non payés. Elle est immédiatement fermée au détriment de ses employés et de la liberté de la presse », a souligné cette étude.

Lucien Dianzenza

Un trafic de fausses adoptions entre l'Italie et la Rd Congo ?

Un magazine italien affirme avoir rassemblé les éléments de preuve d'un trafic de fausses adoptions qui a failli compromettre des cas réguliers.

Lenquête explosive est du journal italien L'Espresso. Après des mois de suivi, l'hebdomadaire « de politique, culture et économie » affirme avoir mis à jour un réseau « insoupçonnable » qui a tenté de faire entrer en Italie des enfants de la République démocratique du Congo. Au moins cinq cas ont été répertoriés : les enfants étaient déclarés orphelins et enfants abandonnés mais étaient en fait soustraits à leurs parents bien vivants qui les recherchaient désespérément. Ceux-ci auraient, en effet, entrepris des démarches pour réclamer les enfants qui leur ont été prélevés à leur insu. C'est ainsi que le pot-aux-roses a été découvert : après plusieurs semaines de recherches, les géniteurs se sont rendus compte que les enfants se trouvaient dans un endroit en vue d'une expatriation en Italie. Les confrères avancent qu'en Afrique, les membres du réseau ont profité des failles d'une association de Milan, Ai.bi-Amici dei bambini, pour opérer en toute tranquillité.

Leurs agissements ont produit l'effet paradoxal de retarder l'arrivée en Italie d'enfants congolais qui avaient été régulièrement adoptés par des familles italiennes. En cachant les vraies informations sur les enfants, cette association aurait contribué à jeter la suspicion sur tous les cas, les normaux et les frauduleux. « Suivant les informations recueillies, les responsables de l'Ai.bi-Amici dei bambini n'ont pas indiqué ce qu'ils savaient et ont fourni des informations qui ne correspondaient pas à la vérité », écrit le journal. Selon lui, une enquête diligentée par les services compétents en

Italie a démontré que dans la tentative de l'Ai.bi de freiner les investigations engagées par la Commission italienne pour les adoptions internationales, CAI, quelque 18 enfants de 3 à 13 ans, déjà adoptés par des parents italiens, et donc portant des noms italiens, ont été retenus en otage dans un orphelinat à Goma. C'est-à-dire « dans l'une des régions les plus dangereuses de l'Est de la République démocratique du Congo », écrivent encore les confrères.

La réaction de l'Ai.bi a été immédiate : « diffamations graves », « calomnies pures ». L'association soutient que toutes les démarches d'adoption menées en République démocratique du Congo ont été conduites en toute rigueur. « La CAI a toujours été avisée par écrit. En outre, il est à souligner que comme pour tout autre pays, les adoptions au Congo sont menées sous la responsabilité des autorités publiques des deux pays concernés. Aucune adoption, aucune entrée d'un enfant adopté ne peut se faire en Italie sans le consentement du Congo et de l'Italie ». Dans sa défense, l'association milanaise s'interroge : « qui donc est derrière une telle manœuvre ? ». Elle rappelle qu'il y a deux ans, elle-même avait porté à la connaissance de la CAI et des autorités de Kinshasa, et depuis un an et demi à celle de la Procure de Milan, des nouvelles faisant état d'anomalies dans les procédures d'adoption en RDC. « Nous en venons à nous demander quel est le but réel poursuivi par cette enquête (de presse) qui paraît moins d'un mois après la destitution par le premier ministre, et non par une association d'adoptants, de Silvia della Monica de ses charges de présidente de la CAI ».

Lucien Mpama

SÉCURITÉ CIVILE

Le Japon offre des véhicules anti-incendie aux sapeurs pompiers

Dans le cadre de la coopération entre la République du Congo et le Japon, un don composé de six véhicules a été remis à la sécurité civile de la ville océane le 8 juillet à la mairie centrale.

Le don de cent quarante-sept mille trois cent trois dollars américains (USD147,303) remis par Shuji Noguchi, chargé d'affaires A.I. de l'ambassade du Japon, a été réceptionné par Bruno Fructueux Boutsana, secrétaire général du département de Pointe-Noire, en présence de Victor Foudi, premier vice-maire de la ville, et Jacques Banongo, directeur général de la sécurité civile. Il est composé de cinq unités de camions de lutte

contre les incendies dont deux unités de motopompes avec réservoir, trois unités de motopompes, et une ambulance.

Il intègre le cadre d'un contrat signé le 26 février dernier avec la caserne de Pointe-Noire portant sur le projet consistant à remettre à la ville ce matériel à travers la SPJD. Ledit projet a été réalisé dans le cadre de l'aide non remboursable aux petits projets locaux du gouvernement du Japon contribuant à la sécurité humaine, aspect qui pour ce pays, constitue un des défis primordiaux à relever pour l'éradication de la pauvreté et pour le développement durable. Cette réalisation s'est faite, a indiqué Shuji Noguchi, avec la contribution de Kazuhiro MORITA, de la SPJD,



La photo de famille après la remise du don/ crédit photo Adiac

de Shunsuke SATO, Formateur du Service de Sapeur-pompier du Département d'Ôita et de Taichi SHIBUYA, Formateur de la Société de l'Industrie Asuka Motors qui ont

pris part à la cérémonie de remise du don.

S'exprimant au nom du ministre de l'Intérieur, Jacques Banongo a dit sa gratitude à la République du Japon pour ce geste. Le matériel reçu va permettre à la ville de Pointe-Noire, capitale économique du Congo, de mieux lutter contre les incendies et de sauvegarder les vies humaines. Et comme l'a indiqué le directeur général de la sécurité civile, « ce matériel vient contribuer au renforcement des capacités opérationnelles de gestion des interventions issues des différentes déconvenues qui surviennent de manière imprévisible. »

Dans son mot, Jacques Banongo a appelé les éléments de la sécurité civile qui ont bénéficié d'une brève immersion en vue de se familiariser avec le matériel à capitaliser les acquis et invité le directeur départemental de la sécurité ci-

vile de la ville à veiller sur la bonne conservation du matériel et à son utilisation rationnelle.

Notons que, bien qu'ayant reçu ce don, la sécurité civile du département de Pointe-Noire n'est pas au bout de ses attentes qui sont encore grandes dans cette ville qui ne cesse de s'étendre et qui nécessite une capacité opérationnelle plus grande en matière de lutte contre les incendies. Pour une réponse efficace, le souhait est que, a indiqué le directeur général de la sécurité civile, des postes avancés soient créés dans chaque arrondissement et qu'il y ait des poteaux d'incendie dans chaque secteur pour remédier au problème crucial de ravitaillement en eau qui fait que les pompiers n'arrivent pas à gérer les incendies jusqu'à extinction sans repartir à des kilomètres pour s'approvisionner en eau et revenir sur les lieux.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



Une vue des véhicules reçus/ crédit photo Adiac

Les pratiquants du taekwondo rendent hommage à Me Cissé Hamed

Quarante cinq jours après la disparition brutale de Me Cissé Hamed, ceinture noire 4^e dan, arbitre et entraîneur départemental de la ligue de Pointe-Noire, le bureau de la ligue départementale de taekwondo en partenariat avec la fédération congolaise de taekwondo a organisé, le 10 juillet au club Kukkiwon de Foucks dans le 2^e arrondissement Mvou Mvou à Pointe-Noire, une cérémonie d'hommage au sportif disparu.

Stanislas Mbys président de la fédération congolaise de taekwondo, Joseph Biangou Ndinga, directeur départemental des sports de Pointe-Noire, Ernest Wilfrid Malanda, président de la ligue départementale, les pratiquants du taekwondo, le bureau de la ligue, la commission d'arbitrage, la famille, les amis et les pratiquants des disciplines sœurs comme le karaté, le judo, l'Aïkido et la boxe des pharaons étaient présents pour rendre un hommage mérité à Me Cissé Hamed, un homme qui a consacré près de 25 ans à ce sport comme compétiteur, entraîneur et arbitre.

Disponible, dévoué, engagé, discret, Me Cissé Hamed a tout au long de sa carrière brillé par l'exemple « Me Cissé Hamed a été l'un des plus grands cadres du taekwondo congolais. Nous ne pouvons combler ce vide qu'en nous accrochant aux vertus et valeurs qu'il nous a laissées comme héritage afin de nous permettre d'être forts et de continuer la tête haute », a dit Me Ernest Wilfrid Malanda, président de la ligue départementale de taekwondo.

Evoquant son élogieux parcours dans le taekwondo, Eloi Ndoumba, secrétaire général de la ligue départementale de taekwondo, a dit que Me Cissé avait un comportement exemplaire, il aimait écouter plutôt que de se mettre en avant « Vos histoires de discours ne m'intéressent pas et me fatiguent. Moi, je suis un homme de terrain, dites-moi ce qu'il y a à faire, je le ferai », a-t-il ajouté, citant le défunt sportif. Il était obéissant envers la hiérarchie et respectait tout le monde. Il a été surnommé Me Bolo par les intimes, il fut l'incarnation de la disponibilité, de la simplicité et de la courtoisie ».

Après avoir remercié la ligue pour cette initiative, Stanislas Mbys, président de la fédération congolaise de taekwondo a renchérit : « La fédération congolaise de taekwondo restera à jamais reconnaissante à l'endroit de Me Cissé Hamed pour la pierre qu'il a apportée dans la construction du taekwondo aussi bien sur le plan local, national et international en tant que Diables rouges entraîneur mais aussi arbitre » avant de l'élever au grade de cein-



Les dirigeants de taekwondo posant à côté de l'effigie de Me Cissé crédit photo Adiac

ture noire 5e dan et de décider de débaptiser le prochain passage de grades, la promotion Me Cissé Hamed.

Une démonstration de la boxe des pharaons, du karaté et du taekwondo a mis fin à l'activité.

Qui était Me Cissé Hamed ?

Né le 30 août 1976 à Ouessou, Me Cissé Hamed fit ses études primaires dans cette ville avant

d'être reçu à l'École militaire préparatoire des cadets de la révolution (EMPCR) à Brazzaville. En 1992, il découvre le taekwondo qu'il ne quittera plus jusqu'à son dernier souffle. En 1999, il accède à Pointe-Noire à la ceinture noire en étant un valeureux compétiteur qui va glaner des trophées et médailles pour le département mais aussi pour le pays. En 2009, il arrête la compétition et se

consacre à sa carrière d'arbitre en obtenant le diplôme national de 3^e degré en mars 2014 à Brazzaville.

En tant qu'instructeur fédéral, il s'occupait de la formation en taekwondo à CPGOS de Total située dans l'enceinte de l'Espace du trentenaire. Il laisse une veuve et trois enfants.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

La première édition du concours verbe et flow aura lieu en septembre prochain

Organisé par Kamal management et le studio Temple sud, le concours verbe et flow est une activité qui fait la promotion des artistes congolais en herbe, la première édition aura lieu à Pointe-Noire en septembre prochain. Cette annonce a été faite par Abib Maboundou, coordonateur de Kamal Management lors d'un entretien tenu le week-end dernier dans la ville océane.

L'objectif du concours verbe et flow est destiné à la découverte de nouveaux talents, et donc à la révolution de l'Art en général et de la musique en particulier. Cette activité concerne tous les artistes en herbe, évoluant dans la ville de Pointe-Noire, à savoir : les Disc-jockeys(DJ), les jeunes rappers, chanteurs de hip hop et de R'N'B mais également des slameurs.

Pour participer à ce concours, les candidats sont invités à faire acte de candidature, en s'inscrivant à la direction de Kamal Management, ce qui devrait leur permettre, d'enregistrer une chanson au studio Temple sud avec une interprétation vocale dans la langue de leur choix. Ces derniers, devront également, proposer un thème de reflet de valeur, pour démontrer que la musique est aussi un moyen efficace d'éducation de masse.

Seuls les trois premiers lauréats seront recomposés. Et pour les permettre de se frayer un chemin dans le monde de la



Abib Maboundou, coordonateur de Kamal Management. crédit photo:Adiac»

musique, le premier d'entretiens, aura la chance de décrocher un contrat de management, d'enregistrer quatre chansons et de tourner des clips. Trois chansons et une vidéo pour le deuxième gagnant et enfin, deux chansons pour le troisième lauréat.

Mais avant la grande finale prévue en septembre prochain au

Forum Mbongui, les organisateurs entendent d'abord, organiser des préliminaires dans chaque arrondissement de la ville.

Rappelons qu'à la fin de ce concours, une compilation mu-

sicale intitulée PKO, Tome 1, sera produite pour la promotion de chaque artiste. Et afin de donner un impact positif à cette première édition qui s'annonce déjà prometteuse, l'organisation sollicite l'apport des mécènes et des partenaires pour révolutionner l'Art congolais dans toute sa diversité.

Hugues Prosper Mabonzo

CINÉMA

«Le Choix», film disponible dans les rayons

Produit par Cible Record Film, le film Le Choix du réalisateur Albe Diaho est désormais disponible dans les rayons de vente de films de Pointe-Noire mais aussi via le service mobile money de la compagnie de téléphonie mobile MTN.

Les premiers exemplaires ont été vendus peu après la conférence de presse animée le 9 juillet au Centre culturel Jean-Baptiste Tati Loutard de Pointe-Noire par Albe Diaho, le réalisateur et les acteurs.

Le Choix est l'histoire de Fabiana, 24 ans, une chiche jeune fille qui vit une relation tumultueuse avec son fiancé Odin. La rencontre avec Christophe, un homme riche et attentionné va faire naître une liaison amoureuse entre les deux amants jusqu'au jour où Fabiana découvre qui est vraiment Christophe. Albe Diaho, réalisateur et acteur, Lionel Mabilia, directeur de la photo et acteur, Amanda Baye et Lux Bayonne, acteurs ont entretenu le public autour de ce film, une œuvre cinématographique conçue pour valoriser la culture du pays a dit Albe Diaho « Nous sommes tenus à mettre en valeur notre culture. C'est le seul héritage qu'on peut léguer à la prospérité. C'est ainsi qu'à travers nos œuvres que nous produisons et mettons à la disposition du public, on contribue à valoriser notre culture » et de poursuivre « Nous avons au pays des talents, des valeurs qui ne demandent qu'à être encouragés. Nous devons croire en notre potentiel. Je suis certain que le talent des Congolais n'a rien à envier avec celui des autres artistes que

l'on peut trouver ici et là dans le monde. Que le public, les médias et les pouvoirs publics encouragent notre culture et nos artistes ».

Ces acteurs ont été choisis pour leur motivation à travailler avec l'équipe et surtout pour leur talent. Lors des répétitions et du tournage, l'ambiance a été sereine ont-ils reconnu. « Il faut savoir utiliser les acteurs. Tous, ne sont pas fait pour pleurer; c'est au réalisateur de savoir confier le rôle qui convient à l'acteur en tenant compte de ce qu'il est capable de faire », a ajouté Albe Diaho.

Le Choix pour Albe Diaho est un assemblage d'histoires vécues au Congo qu'il a transformées en scénario pour être joué comme un film. Les comportements déviants, la trahison, le mensonge, la vanité autant d'anti valeurs mis à nues par le réalisateur. Le film «Le choix» bénéficie dans la vente du partenariat de la société de téléphonie mobile MTN qui, grâce à son service mobile money facilite l'achat du film via ce service a dit un des responsables de la société. « Ainsi, 1000 exemplaires sont dans un premier temps disponibles avant qu'un deuxième lot de 1000 autres DVD ne soient mis incessamment sur le marché », a rassuré Albe Diaho.

Hervé Brice Mampouya

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



EURO 2016

Le Portugal consacré pour la première fois

En battant en finale la France 1-0 après prolongations sur le but d'Eder à la 109 minute, le Portugal et Cristiano Ronaldo ont gagné leur tout premier trophée de leur histoire. Retour sur le parcours d'un champion qui n'a gagné qu'un des sept matches pendant le temps réglementaire.

Comme l'Argentine et l'Italie, finalistes des Coupes du monde 1990 et 1994, les Portugais ont arraché leur qualification pour les huitièmes de finale en étant parmi les quatre meilleurs troisième du championnat. La victoire leur avait tourné le dos. La Seleção débute, en effet, la compétition par un nul d'un but partout face à l'Islande puis elle a concédé un autre, sans but, face à l'Autriche. Les Portugais arrachent une qualification miraculeuse en faisant une fois de plus jeu égal de 3-3 face à la Hongrie après avoir été menés trois fois au score. Sortis des phases poules, Cristiano Ronaldo et ses coéquipiers remportent leur première victoire en huitièmes de finale 1-0 face à la Croatie. Mais celle-ci arrive au-delà du temps réglementaire notamment après prolongations. En quarts de finale, le Portugal est une fois de plus tenu en échec par la Pologne de Robert Lewandowski 1-1 partout. La chance a joué en sa faveur lors des tirs au but 5-3. Face au pays de Galles en demi, les hommes de Fernando Santos, tiennent enfin leur première victoire au temps réglementaire 2-0 mais pendant la finale, ils ont refait le coup contre la Croatie comme pour

ainsi dire, c'est la fin qui justifie les moyens. Le Portugal est champion d'Euro mais que faut-il retenir de cette Euro ?

Les malédictions déjouées

Au cours de cette compétition, toutes les malédictions ont été déjouées. Le tout a commencé en huitièmes de finale lorsque l'Italie sort l'Espagne, le tenant du titre. La Squadra Azzura n'avait plus battu la Roja depuis 1994. En finale de l'Euro en 2012, l'Espagne avait écrasé l'Italie 4-0. En 2008 également en Euro, l'Espagne a pris le meilleur aux tirs au but après un score de 0-0. Et sa victoire 2-0 était le signe d'une revanche. Mais quelques jours après, l'Allemagne a elle aussi expérimenté la logique face aux Italiens. En huit phases finales (Euro et Coupe du monde y compris), l'Allemagne n'a jamais réussi à s'imposer face à l'Italie. En 2012, en demi-finale de l'Euro, l'Italie avait battu l'Allemagne 2-1.

En 2006, lors de la Coupe du monde organisée par l'Allemagne, la Squadra Azzura avait éliminé la Manchesters 2-0 après prolongations. Cette fois-ci l'Allemagne a éliminé l'Italie aux tirs au but.

Le Portugal, qui n'avait jamais

battu la France depuis 41 ans, a refait le même coup à la France. En 2006, en demi-finale de la Coupe du monde, la France avait éliminé le Portugal 1-0. En demi-finale de l'Euro2000, la France avait pris le meilleur sur le Portugal 2-1. En 1984, lors d'une autre demi-finale de l'Euro, la France avait aussi battu le Portugal 3-2 après prolongations. Eder a délivré le Portugal de cette malédiction.

Des buts et records

Pendant l'Euro 2016, 108 buts ont été marqués durant les 51 matches disputés soit 2 buts par match ou un but toutes les 44 minutes, selon les statistiques de l'UEFA. Le Français Antoine Griezmann est le soulier d'or avec 6 réalisations. Il est le deuxième joueur avoir inscrit plus de buts en une phase finale derrière Michel Platini. Le Portugais Cristiano Ronaldo a égalé le record de Michel Platini 9 buts, devenant le seul joueur à avoir marqué pendant les quatre phases finales de l'Euro alors que Platini inscrivait les 9 buts en une seule édition (1984). Le capitaine du Portugal a battu, d'après l'UEFA, le record de matches disputés à l'Euro durant la phase de groupes en y ajoutant quatre

supplémentaires durant la phase à élimination directe.

Ibrahimovic et Müller muets

Sur les 108 buts marqués, certaines stars attendues sont restées muettes pendant toute la compétition. Zlatan Ibrahimovic et sa Suède ont été éliminés dès le premier tour. Et le géant suédois n'a inscrit le moindre but avant de prendre sa retraite internationale. En Coupe du monde, l'Allemand Thomas Müller a déjà inscrit 10 buts mais lors de l'Euro, son compteur reste bloqué à zéro (2012 et 2016). Le Croate Mario Mandzukic n'a, lui aussi, pas réussi à inscrire le moindre but dans cette compétition. André Pierre Gignac a touché le poteau en finale contre le Portugal. D'autres joueurs attendus ont été sauvés in extremis. Wayne Rooney a sauvé son honneur en marquant le but sur penalty face à l'Islande. Robert Lewandowski a ouvert le score face au Portugal, son seul but en cinq matches. Après 100 secondes de jeu, le Polonais marquait selon l'UEFA, le deuxième but le plus rapide de l'histoire de l'Euro après celui inscrit par le Russe Dmitri Kirichenko face à la Grèce en 2004 (67 secondes). Paul Pogba a marqué contre l'Islande. Ozil a ouvert le score face à l'Italie. Lukas Modric a marqué contre la Turquie.

Hazard et Ramsey, les meilleurs passeurs

Eden Hazard a trouvé le chemin des filets face à la Hongrie. Lui et Aaron Ramsey sont les meilleurs passeurs de la compétition avec 4 passes décisives chacun. D'autres ont tenu leur rang. Garath Bale a inscrit trois buts comme Olivier Giroud et Dimitri Payet, Nani, et Alvaro Morata. L'Allemand Gomez a inscrit 2 buts.

Islande, la révélation de l'Euro Pour sa première participation à une phase finale d'une compétition internationale, l'équipe islandaise a atteint les quarts de finale de l'Euro 2016. Elle a été battue par la France 4-2. Mais bien avant, cette sélection a éliminé l'Angleterre en huitièmes de finale 2-1 puis a concédé un nul d'un but partout face au Portugal, futur champion. Les pays de Galles ont aussi séduit pour sa première compétition après le mondial 1958. Gareth Bale et Aaron Ramsey ont été éliminés en demi-finale par le futur champion. La Pologne qui n'avait jamais dépassé le premier tour de l'Euro, a échoué cette fois en quarts de finale.

2 427 303 c'était le nombre de spectateurs présents dans les tribunes de l'UEFA pendant, soit une moyenne de 47 594 spectateurs par match. C'est la meilleure affluence depuis 1988 affirme l'UEFA.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

La JSP retrouve le poduim

Ce n'est pas le sommet du podium. Mais c'est l'une des places qualificatives à la Coupe africaine de la Confédération qui a occupée, au terme de la 24e journée du championnat national, la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP). Elle est l'actuelle 3^e avec 51 points

La JSP a battu au Complexe sportif de Pointe-Noire, Pigeon vert, la lanterne rouge, sur un score de 2-1, devançant d'une unité l'Etoile du Congo qui n'a pas pu faire mieux qu'un nul d'un but partout face à l'AS Kimbonguela à Kinkala. Bersyl Obassi avait ouvert le score sur penalty pour l'Etoile du Congo. Ismaël Ankobo lui avait répondu après la reprise. Ce nul a fait beaucoup de bielle à la JSP qui a gagné une place supplémentaire au classement provisoire dominé par l'Athlétic club Léopards. Le Club de Dolisie se rapproche de plus en plus de son troisième titre national après 2012 et 2013. Les Fauves du Niari ont creusé davantage l'écart qui le séparait de la Jeunesse sportive de Talangai. Il est passé de cinq à sept puisque l'AC Léo-



La JSP vole la vedette à l'Etoile du Congo (Photo Adiac)

pards a battu V Club Mokanda 2-1 grâce à Boris Moubhio et Heritier Ngouelou contre celui de Mayamba, totalisant ainsi 60 points. La JST (53 points) s'est contentée d'un nul de 0-0 à Pointe-Noire face à Nico-Nicoyé.

Derrière les quatre premiers, le Club athlétique renaissance aiglon qui pointe son nez, active la pression devenant ainsi une menace pour l'Etoile du Congo et la JSP. Le Cara a écrasé l'Interclub 4-0. Ebengo a inscrit un doublé à la 18^e et 38^e minute juste après

l'ouverture du score de Chancel Mbango à la 6^e minute. Kimfounia a clos le spectacle à la 77^e minute. Les Aiglons comptent désormais 48 points et gardent ses trois points de distance sur les Diables noirs (45points) vainqueurs 4-1 du FC Kondzo. Kessel Tsiba Moukassa a réussi un doublé à la 14^e et 70^e minute. Bermajin Kangou et Amour Lousoukou ont inscrit les deux autres buts des Diables noirs respectivement à la 23^e et 55^e minute. Fred Oba a sauvé les meubles pour

le FC Kondzo. La Mancha (32 points) occupe seule la septième place après avoir concédé un nul de 0-0 face à l'AS Cheminots. Elle devance d'une unité le FC Kondzo (31 points). Nico-Nicoyé 29 points-4, conserve sa neuvième place devant l'ASK (29 points-5). L'Association sportive Ponténégrine les a rejoints à 29 points avec -7, après sa victoire 2-1 sur les Jeunes Fauves. Patronage Sainte-Anne a gagné cinq places supplémentaires en dominant Tongo football club 1-0.

Avec 27 points, Patronage (12^e), devance l'AS Cheminots à la différence de buts (-7 pour Patronage contre -14). L'Interclub est 14^e avec 26 points-8 devant Saint-Michel de Ouenzé (SMO) 26 points-10. Les Michaeliens doivent cette place grâce à leur nul de zéro but partout à Pointe-Noire face à Munisport. Tongo FC a lui aussi 26 points avec une différence de moins 11. V Club Mokanda est 17^e avec 24 points+0 devant les Jeunes fauves, 24 points-17. Munisport garde la 19^e place avec 11 points soit deux de plus que Pigeon vert.

La 25^e journée débute ce mercredi. Au stade Alphonse Massamba-Débat, la JSP affrontera SMO avant l'Interclub-Tongo FC. Au complexe sportif de Pointe-Noire, duel entre les deux derniers au classement entre Munisport et Pigeon vert. Le Jeudi l'ASP reçoit l'AS Cheminots puis à Dolisie, les Jeunes fauves seront aux prises à l'Etoile du Congo. Certains matches de la 25^e journée n'ont pas été programmés à cause des quarts de finale de la coupe du Congo prévus ce week-end.

J.G.E.